
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 3501

[C - 98/21485]

Arrêt n° 124/98 du 3 décembre 1998

Numéro du rôle : 1268

En cause : le recours en annulation des articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, tels qu'ils ont été remplacés par les articles 5, 3°, et 6 de la loi du 18 juillet 1997 modifiant la loi précitée, introduit par W. Claeys et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 décembre 1997 et parvenue au greffe le 31 décembre 1997, un recours en annulation des articles 5, 3°, et 6 de la loi du 18 juillet 1997 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé et la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (publiée au *Moniteur belge* du 28 août 1997), qui remplacent les articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, de ladite loi du 10 avril 1990, a été introduit par W. Claeys, demeurant à 9831 Deurle, Antoon de Peseroeyelaan 16, A. Beerts, demeurant à 2990 Wuustwezel, Het Geleeg 6/1, J. Dolfeyn, demeurant à 5140 Sombreffe, rue Agnelée 26, P. Bleyfuesz, demeurant à 4000 Liège, rue Gaston Labouille 10, et G. Berwouts, demeurant à 5140 Sombreffe, rue Potriau 37.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 31 décembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 janvier 1998.

Par ordonnance du 11 février 1998, la Cour a décidé que l'instruction aurait lieu en français.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 13 février 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 27 février 1998.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 25 février 1998.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 20 avril 1998.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 30 avril 1998.

Par ordonnance du 27 mai 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 30 décembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 23 septembre 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 21 octobre 1998 après avoir invité les parties à s'exprimer à l'audience, en termes aussi concrets, explicites et précis qu'il est possible, sur la présence ou l'absence de faits pertinents pour justifier la mesure critiquée, la *ratio legis* étant exposée dans les travaux préparatoires en termes allusifs et imprécis (*Doc. parl.*, Sénat, 1985-1986, n° 298-5, pp. 39 et 42, et 1988-1989, n° 775-1, pp. 3 et 13, n° 775-2, pp. 3, 6, 15, 17 et 32).

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 septembre 1998.

A l'audience publique du 21 octobre 1998 :

- ont comparu :

. Me P. Vande Castele, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me E. Brewaeys, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions attaquées*

1. L'article 5, alinéa 1^{er}, 6°, et l'article 6, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage disposaient :

« Art. 5. Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage ou d'une entreprise de sécurité, ainsi que les personnes qui siègent au conseil d'administration d'une entreprise de gardiennage ou de sécurité doivent satisfaire aux conditions suivantes :

[...]

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police ou d'un service public de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi; »

« Art. 6. Les personnes engagées par une entreprise de gardiennage ou de sécurité ou qui travaillent pour le compte de ces entreprises, et les personnes affectées aux activités d'un service interne de gardiennage, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

[...]

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police ou d'un service public de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi; ».

2. Depuis leur modification par la loi du 18 juillet 1997, qui fait l'objet du recours, ces dispositions énoncent :

« Art. 5. Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage ou d'une entreprise de sécurité, ainsi que les personnes qui siègent au conseil d'administration d'une entreprise de gardiennage ou de sécurité doivent satisfaire aux conditions suivantes :

[...]

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi; »

« Art. 6. Les personnes qui exercent, dans une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage, une autre fonction que celles qui sont visées à l'article 5, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

[...]

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi; ».

IV. *En droit*

- A -

Requête

Quant à la recevabilité

A.1.1. L'objection éventuelle selon laquelle certaines dispositions de la loi du 10 avril 1990 seraient simplement « confirmées » ou « interprétées » par celle du 18 juillet 1997 ne met pas en cause la recevabilité du recours puisque tout acte législatif est susceptible d'être contrôlé par la Cour, même lorsque l'intervention législative se limite à confirmer ou à reprendre une législation existante.

A.1.2. L'interdiction professionnelle attaquée par les requérants, militaires en service actif ou anciens militaires, est un élément du statut des membres de la force publique belge, en particulier des militaires. Leurs droits et obligations à la fin de leur carrière en service actif - à l'occasion de leur démission ou de leur retraite - sont déterminés par les dispositions législatives attaquées. Lorsqu'il a annulé l'arrêté royal pris sur la base de l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 10 avril 1990 dans sa version initiale, le Conseil d'Etat a estimé que la loi constitue un élément de la situation juridique des titulaires des fonctions en cause. L'identification précise de ces fonctions, objet de l'arrêté attaqué, constitue un élément de la situation statutaire de ces titulaires.

Quant au fond

A.1.3. Excepté en ce qui concerne le délai de cinq ans, les dispositions attaquées confèrent au Roi un pouvoir discrétionnaire étendu. Instituant une interdiction professionnelle, elles constituent un élément du statut de la force publique.

A.1.4. Les droits fondamentaux en cause - le libre choix d'une activité professionnelle et le droit au travail, inscrits à l'article 23 de la Constitution, et le principe de légalité inscrit à l'article 182 de la Constitution - ont effet direct : ils imposent au législateur de réglementer lui-même la profession et de s'abstenir de toute délégation au pouvoir exécutif. Les arrêts nos 23/96 et 34/96 ont annulé des dispositions dans lesquelles le législateur, soit avait établi des critères à ce point imprécis et incomplets qu'ils laissaient au Roi un pouvoir d'appréciation trop large, incompatible avec l'article 182 de la Constitution, soit avait porté une atteinte disproportionnée à la liberté du travail.

A.1.5. Les seuls critères mentionnés par la disposition en cause sont la notion sans doute objective de « fonction militaire ou publique » et couvrant notamment les miliciens (qui, selon une jurisprudence constante, sont (ont été) également des organes de l'Etat belge) et les militaires (qui sont occupés par d'autres employeurs en exécution de la loi relative à l' » utilisation de militaires », mais qui conservent leur qualité originaire de militaires). Les dispositions en cause ne permettent ni de déterminer quelles fonctions publiques précises et quels grades entrent en considération, ni si l'on peut mettre des corps entiers sur la liste.

A.1.6. A l'égard des militaires, le Roi dispose seulement d'un pouvoir d'exécution limité (article 182 de la Constitution). L'article 23 de la Constitution garantit aussi - à tous, cette fois - que seul le législateur lui-même peut réglementer et/ou limiter le libre choix d'une activité professionnelle. L'habilitation trop large conférée au Roi prive les requérants d'une double garantie constitutionnelle; elle affecte de façon disproportionnée et discriminatoire le libre choix d'une activité professionnelle et établit donc une discrimination au détriment des fonctionnaires et des militaires.

A.1.7. Les dispositions attaquées instituent un pouvoir discrétionnaire absolu à l'égard des militaires et des titulaires de fonction publique sans autre précision, alors que les autres catégories qu'elles visent sont désignées tout à fait précisément.

Dans le prolongement de ce qui précède, l'on constate une violation autonome des articles 10 et 11 de la Constitution lorsque l'on compare la situation des requérants à celle d'autres ressortissants (belges). Il existe sans doute une distinction objective, à savoir le fait d'exercer ou non une fonction publique ou militaire. Il est toutefois déraisonnable que ces seules qualités puissent constituer un motif admissible pour l'interdiction professionnelle. Si le législateur poursuit un objectif déterminé - le Conseil des ministres ne fournira qu'une explication a posteriori à ce sujet, puisque les travaux préparatoires de 1996-1997 n'en disent rien -, il est de toute manière manifestement déraisonnable de prévoir que tous les membres du secteur public peuvent entrer en ligne de compte pour l'interdiction professionnelle. La circonstance que le Roi déterminera Lui-même Ses propres critères n'est pas pertinente en l'espèce.

Mémoire du Conseil des ministres

A.2.1. Les dispositions attaquées sont identiques à celles qui existaient précédemment, à savoir les articles 5, alinéa 1^{er}, 6^o, et 6, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. La modification de la loi du 10 avril 1990 par la loi du 18 juillet 1997 est entièrement identique à celle insérée par la loi du 30 décembre 1996 dans la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, en exécution de laquelle fut pris l'arrêté royal du 28 septembre 1992 fixant les fonctions publiques et militaires visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi du 19 juillet 1991 précitée. La seule différence consiste en ce que la loi du 18 juillet 1997 a précisé ce qu'il fallait entendre par service de police ou de renseignement. A cette fin, il est renvoyé aujourd'hui à la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

Est irrecevable, le recours introduit contre une distinction instaurée par une disposition qui ne peut plus être attaquée *ratione temporis* par un recours en annulation. Sans doute le Conseil des ministres connaît-il la jurisprudence de la Cour, qui considère que lorsque, dans une législation nouvelle, le législateur reprend une disposition ancienne, cette circonstance, en principe, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être introduit contre la disposition reprise, dans les six mois de sa publication, puisque le législateur manifeste ainsi sa volonté de légiférer en la matière. Il convient néanmoins d'attirer l'attention sur le fait que les parties requérantes sont également tenues de respecter les principes de bonne citoyenneté qui s'expriment dans la jurisprudence du Conseil d'Etat. De ce qu'aucune action n'a été intentée contre la loi du 10 avril 1990, qui comportait une disposition identique à celle actuellement attaquée, il faut déduire que les requérants ont « tacitement renoncé » à leur droit de demander l'annulation d'une disposition identique.

Par son poids et l'importance des conséquences applicables *erga omnes*, l'annulation intéresse au premier chef l'ordre public. Il ne convient donc pas que la validité des lois, décrets et ordonnances demeure incertaine pendant une durée indéterminée en fonction de la rapidité mise par les parties à introduire un recours en annulation. Il découle de ce principe, qui doit être rattaché à la sécurité juridique, que le recours doit en tout état de cause être introduit, à peine d'irrecevabilité, dans les six mois de la publication de la norme litigieuse au *Moniteur belge*, et que cela vaut aussi, comme en l'espèce, pour des lois de confirmation.

Le recours est donc irrecevable *ratione temporis*.

A.2.2. Les dispositions attaquées portent sur le statut des entreprises de sécurité et de gardiennage, et de leur personnel, et non pas sur le statut des militaires. Seuls les anciens militaires peuvent être affectés, et même uniquement ceux qui exerçaient une fonction militaire voici moins de cinq (ou dix) ans.

L'intérêt de toutes les parties requérantes est indissolublement lié au contenu de l'arrêté royal qui doit donner exécution à la norme attaquée. Ce n'est que lorsque les requérants (individuels) figureront sur la liste des fonctions militaires ou publiques à fixer ou fixée par le Roi qu'ils pourront prétendre que la disposition législative contestée leur est applicable. Une disposition qui n'est pas applicable aux parties requérantes ne saurait leur causer le moindre préjudice, en sorte que le recours formé contre celle-ci est irrecevable. Aucune des parties requérantes ne démontre que sa situation serait susceptible d'être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

A.2.3. Aucune des parties requérantes ne peut démontrer qu'elle est soumise à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 28 septembre 1992 qui fixe les fonctions publiques et militaires qui sont (temporairement) incompatibles avec la participation aux activités d'une entreprise de gardiennage ou de sécurité ni, partant, démontrer que par suite de l'arrêté d'exécution, elle serait affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

A.2.4. En ce qui concerne le premier moyen, il convient tout d'abord d'observer que la norme entreprise ne règle pas le statut des militaires mais bien les entreprises de gardiennage et de sécurité. Le simple fait qu'un ancien militaire ne puisse, pendant une période déterminée, ni agir ni être agréé comme dirigeant ou membre du personnel d'une telle entreprise ne signifie pas que l'on règle le statut des militaires.

Bien que l'article 182 de la Constitution réserve la compétence normative au législateur fédéral, il n'exclut pas que le législateur attribue un pouvoir d'exécution limité au Roi. Le législateur a fixé le principe général selon lequel les personnes qui ont exercé une fonction militaire pendant une période déterminée doivent attendre avant de pouvoir exercer une fonction dans une entreprise de gardiennage ou de sécurité. Au Roi n'est attribué que le pouvoir de limiter la notion de « fonction militaire ou publique », en établissant une liste. L'établissement d'une liste par le Roi ne peut que limiter le groupe cible. Une telle situation ne saurait désavantager les requérants. S'il est vrai que l'article 182 de la Constitution confie au législateur le soin de régler les droits et obligations des militaires, le Roi n'en puise pas moins dans l'article 107 de la Constitution le pouvoir de déterminer la portée de ces droits et obligations. Les normes attaquées, telles qu'elles existaient d'ailleurs précédemment, fixent le principe général. Certains anciens fonctionnaires publics ou militaires ne peuvent, pendant une période déterminée, exercer les fonctions précitées. La loi donne au pouvoir exécutif la compétence d'établir la liste des fonctions auxquelles cette interdiction s'applique. Le pouvoir exécutif confère donc un contenu concret à ce principe général. Il aurait d'ailleurs été constitutionnellement impossible que le législateur élabore en détail cette réglementation. La création et l'organisation des services de l'administration générale et le statut du personnel qui y travaille, pour ce qui concerne les fonctionnaires civils, sont fixées par le Roi. Il s'agit ici d'une compétence réservée au Roi par la Constitution. Le législateur méconnaîtrait le principe de la séparation des pouvoirs s'il empiétait sur ce domaine, sauf pour les matières que la Constitution réserve à la loi.

A.2.5. Les requérants invoquent à tort l'article 23 de la Constitution. Cette disposition n'existait pas encore lors de l'adoption de la loi du 10 avril 1990. Elle n'est pas exécutoire en soi. En effet, elle ne saurait s'interpréter comme conférant un droit absolu. Les droits économiques et sociaux inscrits à l'article 23 de la Constitution n'ont aucun effet direct et leur respect ne saurait donc être poursuivi par voie de justice sur la simple base de leur inscription dans la Constitution. Il appartient au législateur de concrétiser ces droits et d'en fixer les conditions d'exercice. De même, l'obligation de *standstill* que cet article comporterait ne saurait être appliquée aveuglément. On pourrait opérer leur mise en balance avec, par exemple, l'intérêt général ou d'autres droits fondamentaux. Une mesure n'est donc contraire à l'article 23 de la Constitution que lorsque la violation est à ce point grave qu'elle rend impossible tout exercice d'une profession.

En fixant simplement un délai pendant lequel les ex-militaires ne peuvent exercer une fonction dans une entreprise de sécurité ou de gardiennage, le législateur n'a pas rendu impossible l'exercice d'une profession, il y a simplement apporté certaines restrictions.

A.2.6. L'objectif premier de la loi du 10 avril 1990 est de contrôler l'exercice de l'activité d'une entreprise de gardiennage ou de sécurité en ne la rendant accessible qu'à des personnes dignes de confiance ayant suivi une formation adéquate.

Il n'appartient pas à la Cour de dire si un délai est déraisonnable ni d'apprécier si un autre délai est excessif, puisque ces questions relèvent du pouvoir d'appréciation du législateur.

Il n'appartient pas à la Cour de préjuger de la manière dont la loi attaquée sera appliquée. Si large et imprécise soit-elle, l'habilitation donnée au Roi par les dispositions attaquées ne Lui permet nullement de déroger au principe selon lequel, lorsqu'une norme établit une différence de traitement entre certaines catégories de personnes, celle-ci doit se fonder sur une justification objective et raisonnable qui s'apprécie par rapport au but et aux effets de la mesure considérée. C'est au juge administratif et au juge judiciaire qu'il appartient de contrôler la mesure par laquelle le Roi aurait excédé l'habilitation qui Lui a été conférée.

A.2.7. Dans le second moyen, les parties requérantes font valoir qu'il est discriminatoire de porter la période de référence de cinq à dix ans lorsque le fonctionnaire ou le militaire concerné a été révoqué ou démis d'office.

La révocation est la peine disciplinaire la plus lourde pour les fonctionnaires, ce qui indique que le fonctionnaire concerné a pour le moins présenté un comportement irrégulier. Le législateur pouvait donc imposer un délai plus long avant que cet ancien fonctionnaire public puisse exercer une fonction dans une entreprise de gardiennage.

La démission d'office est fréquemment appliquée lorsqu'un fonctionnaire ne remplit plus les conditions en matière de droits politiques ou d'aptitude physique, ou lorsqu'il est reconnu définitivement inapte à la profession, entre autres à la suite de signalements négatifs. De même, la cessation définitive des fonctions est prévue lorsque le fonctionnaire se trouve dans un cas où l'application des lois civiles et des lois pénales entraîne la cessation des fonctions. Il en va de même du fonctionnaire qui est révoqué à la suite d'une procédure disciplinaire.

Mémoire en réponse de W. Claeys et autres

A.3.1. Le Conseil des ministres confond deux affaires en se référant à la loi sur les détectives (qui a fait l'objet d'un autre recours en annulation, dans l'affaire portant le numéro 1145 du rôle) et en répondant à un moyen qui, invoqué dans l'autre affaire, ne l'est pas ici, faute pour la norme attaquée de contenir une disposition identique. Hormis l'interdiction faite à certaines personnes d'exercer certaines fonctions, l'on ne voit pourtant pas de similitude entre les deux affaires; l'arrêt n° 37/98, rendu dans l'affaire portant le numéro 1145 du rôle, ne permet d'ailleurs pas de répondre correctement, par analogie, aux griefs des requérants.

A.3.2. L'exception d'irrecevabilité *ratione temporis* ne saurait être admise. Dans son arrêt n° 81/95, la Cour a estimé que même en supposant que la disposition en question soit une disposition interprétative, la Cour n'en serait pas dispensée pour autant d'examiner sa compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution. Cela vaut également pour des dispositions de confirmation.

La modification de la Constitution du 31 janvier 1994, qui a inséré l'article 23 de la Constitution, a du reste pour effet que le législateur du 18 juillet 1997 devait prendre en compte d'autres normes que celles existant en 1990. L'ordre public requiert qu'un juge saisi dans les délais se prononce sur une requête.

L'arrêt n° 37/98, enfin, a rejeté une exception analogue.

A.3.3. La défense du Conseil des ministres en matière d'intérêt manque en droit et en fait. Le législateur a accordé au Roi des compétences illimitées. Par voie de conséquence, les requérants individuels peuvent figurer d'un jour à l'autre sur une liste établie par le Roi. Ce risque est réel, surtout lorsqu'on se rend compte que certains requérants viennent d'être mis à la retraite ou se trouvent à un an de leur mise à la retraite. Si le législateur n'avait pas octroyé cette compétence au Roi, le risque d'encourir une interdiction professionnelle serait inexistant. L'avantage qui découle d'un arrêt d'annulation est donc évident. L'arrêt d'annulation permet d'établir *de jure* que la liste existante est illégale. Cet avantage bénéficie aux membres des associations qui figurent d'ores et déjà sur la liste de l'interdiction professionnelle. Certains membres des associations étaient déjà repris *de facto* sur la liste de l'arrêté royal annulé. L'arrêt d'annulation fera apparaître que cette liste, déjà jugée illégale, est aussi inconstitutionnelle.

L'arrêt n° 37/98 a admis le point de vue des requérants.

A.3.4. Pour ce qui concerne le « premier » moyen, les parties requérantes ont déjà démontré dans leur requête que la disposition attaquée constitue un élément substantiel du statut des militaires.

La défense du Conseil des ministres est mal fondée, pour plusieurs motifs. En l'occurrence, les militaires font l'objet d'une interdiction professionnelle. Le fait que le Roi fixe le statut des fonctionnaires n'est donc pas pertinent en l'espèce. Puisque le législateur a instauré un principe général selon lequel tous les militaires peuvent figurer sur la liste d'interdiction, les dispositions législatives litigieuses sont certainement déraisonnables de par la généralité de la catégorie frappée d'interdiction. L'article 23 de la Constitution peut effectivement être invoqué (arrêt n° 34/96) pour une loi datant de 1997.

L'arrêt n° 37/98 a admis ces différents éléments.

A.3.5. L'on ne saurait admettre que le délai fixé par la loi attaquée vise, selon l'argument invoqué par le Conseil des ministres, à ne permettre l'accès à la profession qu'à des personnes fiables ayant suivi une formation adéquate. Cet argument est incohérent et insultant car si les militaires, serviteurs de l'Etat par excellence, étaient considérés par le législateur comme n'étant pas fiables, ils ne satisferaient pas aux conditions de recrutement ou devraient être démis de leur fonction. Est également fiable le militaire à qui une démission honorable est accordée : il ne le devient pas, subitement, cinq ans après. L'illogisme est d'autant plus grand que les anciens militaires, occupés par une entreprise de gardiennage lors de l'entrée en vigueur de la loi de 1990, ne devaient pas satisfaire à la condition critiquée.

A.3.6. L'argument tiré de la formation inadéquate n'est pas davantage fondé, que l'on considère qu'il s'agisse de la formation acquise à l'armée ou de la formation prévue par la loi de 1990, laquelle est pourtant également dispensée aux anciens militaires.

A.3.7. Enfin, la circonstance que les arrêtés d'application ne seraient pas discriminatoires ne suffit pas à justifier que le législateur délègue une matière que la Constitution lui réserve.

A.3.8. Quant à une transposition, dans la présente affaire, de la jurisprudence de l'arrêt n° 37/98, par lequel la Cour a rejeté un recours en annulation dirigé contre une disposition analogue de la loi sur les détectives, elle ne se justifie pas. La motivation élaborée en l'espèce, fondée sur le danger d'une violation de la vie privée et sur la circonstance que l'interdiction ne vise que les personnes investies d'une compétence de police qui peuvent avoir accès à des données à caractère personnel ou confidentiel, de telle sorte que seuls les militaires se trouvant dans cette situation puissent faire l'objet de l'interdiction professionnelle critiquée, n'est pas transposable ici puisque le Conseil des ministres n'avance qu'une seule justification (la fiabilité des personnes et leur formation), différente de celle retenue par la Cour, que les travaux préparatoires n'en fournissent pas d'autre et qu'il n'appartient ni au Conseil des ministres ni à la Cour de procéder, *a posteriori*, à une substitution de motifs.

A.3.9. La loi de 1990 ne prévoyant qu'un seul délai (cinq ans) et non deux (cinq et dix ans) comme la loi de 1991 sur les détectives, la réponse du Conseil des ministres au second moyen est sans objet : les requérants n'ont en effet invoqué qu'un seul moyen.

- B -

Quant à l'étendue du recours

B.1.1. Les parties requérantes demandent, en ordre principal, l'annulation des articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, l'un modifié et l'autre remplacé par les articles 5, 3°, et 6 de la loi du 18 juillet 1997, et, à titre subsidiaire, l'annulation des mots « ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi » apparaissant dans les articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, précités. Elles demandent également l'annulation des articles 5, 3°, et 6 de la loi du 18 juillet 1997.

B.1.2. Même si les parties requérantes demandent l'annulation de l'ensemble des articles 5, 3°, et 6 de la loi du 18 juillet 1997, la Cour constate que les moyens sont exclusivement dirigés contre les articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 10 avril 1990, modifiée par la loi du 18 juillet 1997, en tant que ces dispositions visent des fonctions militaires ou publiques. Le recours est dès lors limité en conséquence.

Quant à la recevabilité du recours

B.2.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité *ratione temporis* du recours parce que les dispositions attaquées sont identiques à des dispositions antérieures de la loi du 10 avril 1990 que les requérants n'ont pas attaquées en temps utile.

B.2.2. Il ressort certes de la comparaison entre les nouveaux articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, et les articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, originaires, de la loi du 10 avril 1990 que le législateur a reproduit dans les dispositions attaquées la lettre ou du moins le contenu des dispositions antérieures. Il n'en a pas moins reconsidéré la législation relative à cette matière. La circonstance qu'il a, dans une législation nouvelle, repris une disposition ancienne ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être introduit contre la disposition reprise, dans les six mois de sa publication.

L'exception est rejetée.

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt des parties requérantes.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.3.3. Les requérants sont des militaires en service actif ou d'anciens militaires. Ils peuvent être directement et défavorablement affectés dans leur situation par une disposition qui habilite le Roi à désigner leurs fonctions parmi celles dont les titulaires ne peuvent, durant une période de cinq ans à compter du terme de celles-ci, exercer de fonction dans une entreprise de gardiennage ou de sécurité ou dans un service interne de gardiennage.

Par contre, ils ne justifient pas d'un intérêt à l'annulation de ces dispositions en tant que celles-ci habilitent le Roi à appliquer les mêmes interdictions à d'autres que ceux qui ont exercé des fonctions militaires. La Cour n'examine donc pas les dispositions entreprises en tant qu'elles habilitent le Roi à désigner d'autres fonctions publiques.

Quant au fond

B.4.1. Selon le moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 23, alinéa 3, 1°, et 182 de la Constitution, les dispositions attaquées habiliteraient à tort le Roi à porter atteinte, à l'égard des titulaires d'une fonction militaire qu'il désigne, au libre choix d'une activité professionnelle et au principe de légalité consacrés par les dispositions constitutionnelles précitées.

B.4.2. Les travaux préparatoires de la loi du 10 avril 1990 font état de l'intention de « pourvoir les entreprises et services exerçant des activités de gardiennage et de sécurité d'une réglementation spécifique et restrictive » (*Doc. parl.*, Sénat, 1988-1989, n° 775-1, p. 1) en évitant toute possibilité de concurrence avec les services de police et en garantissant la sécurité des citoyens et des institutions (*idem*, 1985-1986, n° 298-1, p. 26).

La discussion relative à l'article 5 initial de la loi du 10 avril 1990 - disposition qui correspond en grande partie à l'article 5 nouveau qui fait partiellement l'objet du recours - fait apparaître que cette disposition vise « à garantir que l'administration ou la gestion de ces entreprises repose entre les mains de personnes qui fournissent toutes les garanties d'intégrité et de compétence professionnelle » (*Doc. parl.*, Sénat, 1988-1989, n° 775-1, p. 11) et à « empêcher une imbrication trop étroite entre industries de sécurité et corps de police officiels, ou fonctionnaires chargés de tâches de police administrative ou judiciaire » (*idem*, n° 775-1, p. 12; dans le même sens, n° 298-5, pp. 39 et 42, n° 775-1, p. 3, et n° 775-2, pp. 6 et 15), les exemples étrangers ayant démontré que des liens trop étroits doivent absolument être évités (*idem*, n° 775-1, p. 12).

Il a été jugé délicat de laisser passer sans transition au secteur privé des officiers ou des personnes qui disposent souvent d'informations confidentielles et de permettre que s'établissent ainsi des relations inopportunes (*idem*, n° 775-1, p. 13, et 775-2, pp. 3, 17 et 32); l'on a aussi considéré qu'il n'était pas tolérable que l'autorité pourvoie les entreprises de personnel formé par elle (*idem*, n° 775-1, p. 3).

L'article 6 établit, pour le personnel d'exécution, des conditions qui sont en grande partie parallèles à celles qui valent pour le personnel de direction.

B.4.3. La loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage vise notamment les activités de protection de personnes ou de biens (article 1^{er}, § 1^{er}). La loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées interdit notamment « toute [...] organisation de particuliers dont l'objet est de recourir à la force, ou de suppléer l'armée ou la police [...] » (article 1^{er}, alinéa 1^{er}). Il ressort de ces termes que l'activité des entreprises de gardiennage et de sécurité, même si elle ne comporte pas le recours à la force, entrerait au moins en grande partie dans le champ d'application de la loi sur les milices privées si l'article 1^{er}, alinéa 2, de celle-ci, ajouté par la loi du 10 avril 1990, ne disposait que l'interdiction ne s'applique pas aux entreprises de gardiennage et aux entreprises de sécurité visées par ladite loi. Cette exception s'explique par le souci, non de lever pour ces entreprises l'interdiction de principe portée par la loi sur les milices privées, mais de les soumettre à des restrictions spécifiques. Ces restrictions se situent donc dans un domaine qui est déjà largement soustrait aux libertés de l'entreprise et du travail par une interdiction de principe dont la constitutionnalité n'est pas critiquée, et ne paraît pas critiquable pourvu que l'interprétation de l'article 1^{er} de la loi de 1934 demeure dans les limites requises par les nécessités de l'ordre public.

Lorsque le législateur entend protéger les libertés contre les dangers qui peuvent être liés à l'activité des entreprises de sécurité et de gardiennage, imposer des conditions d'accès tenant à la moralité, aux antécédents professionnels, à la formation et à l'expérience constitue un moyen propre à cette fin.

B.4.4. En tant qu'elle vise, de manière générale, les anciens militaires, la mesure est toutefois disproportionnée à l'objectif qu'elle poursuit. En effet, le souci d'éviter que des renseignements confidentiels détenus par l'autorité soient communiqués à des entreprises privées, que des rapports suspects soient établis entre la première et les secondes et que celles-ci bénéficient indûment de la formation dispensée à ses agents par la première n'est pertinent qu'en ce qui concerne les fonctions de police et de renseignement de l'armée. Il ne l'est donc pas au point d'habiliter sans restriction le Roi à établir l'interdiction en cause vis-à-vis de la généralité des militaires alors que la formation et l'activité de bon nombre d'entre eux ont été étrangères à celles des services de police et de renseignement. L'argument, produit pour la première fois à l'audience, en réponse aux questions de la Cour, selon lequel il serait imprudent de laisser des services de sécurité recruter des éléments qui ont été formés à des techniques agressives et n'ont pas eu le temps de s'en déshabituer, justifie encore moins une habilitation aussi générale que celle qui résulte de la loi critiquée.

B.5. Le moyen, en tant qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, est fondé; en tant qu'il est pris de la violation de ces dispositions combinées avec les articles 23 et 182 de la Constitution, il ne peut conduire à une annulation plus large et ne doit pas être examiné.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans les articles 5, alinéa 1^{er}, 6°, et 6, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifiés par la loi du 18 juillet 1997, les mots « une des fonctions militaires ou »;

- annule, dans les mêmes dispositions, les mots « ni avoir exercé [...] une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi », en tant que ces termes comprennent les fonctions militaires.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 3 décembre 1998.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 3501

[C - 98/21485]

Arrest nr. 124/98 van 3 december 1998

Rolnummer 1268

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, zoals vervangen door de artikelen 5, 3°, en 6 van de wet van 18 juli 1997 tot wijziging van voormelde wet, ingesteld door W. Claeys en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 december 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 31 december 1997, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 5, 3°, en 6 van de wet van 18 juli 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-defectieve en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie

(bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1997), die de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van voormelde wet van 10 april 1990 vervangen, door W. Claeys, wonende te 9831 Deurle, Antoon de Peseroeyelaan 16, A. Beerts, wonende te 2990 Wuustwezel, Het Geleeg 6/1, J. Dolfeyn, wonende te 5140 Sombrefe, rue Agnelée 26, P. Bleyfuesz, wonende te 4000 Luik, rue Gaston Laboulle 10, en G. Berwouts, wonende te 5140 Sombrefe, rue Potriau 37.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 31 december 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 23 januari 1998 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 11 februari 1998 heeft het Hof beslist dat het onderzoek in het Frans wordt gevoerd.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 13 februari 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1998.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 25 februari 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 20 april 1998 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 30 april 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 27 mei 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 30 december 1998.

Bij beschikking van 23 september 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 oktober 1998 na de partijen te hebben uitgenodigd zich op de terechtzitting in zo concreet, expliciet en precies mogelijke bewoordingen uit te drukken over de aanwezigheid of afwezigheid van relevante feiten om de bekritiseerde maatregel te verantwoorden, aangezien de *ratio legis* in de parlementaire voorbereiding is uiteengezet in zinspelende en vage bewoordingen (*Gedr. St.*, Senaat, 1985-1986, nr. 298-5, pp. 39 en 42, en 1988-1989, nr. 775-1, pp. 3 en 13, nr. 775-2, pp. 3, 6, 15, 17 en 32).

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 september 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 21 oktober 1998 :

- zijn verschenen :

. Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

. Mr. E. Brewaeys, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de bestreden bepalingen

1. Artikel 5, eerste lid, 6°, en artikel 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bepaalden :

« Art. 5. De personen die de werkelijke leiding hebben van een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming en de personen die in de raad van bestuur van een bewakings- of beveiligingsonderneming zitting hebben, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

[...]

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politie- of openbare inlichtingendienst, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst; »

« Art. 6. De personen die door een bewakingsonderneming of beveiligingsonderneming worden aangeworven, of voor hun rekening werken en de personen die ingezet worden bij de activiteiten van een interne bewakingsdienst, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

[...]

6° sinds vijf jaar geen lid geweest zijn van een politie- of openbare inlichtingendienst, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning bepaalde lijst; ».

2. Sinds de wijziging ervan bij de wet van 18 juli 1997, waartegen beroep is ingesteld, stellen die bepalingen :

« Art. 5. De personen die de werkelijke leiding hebben van een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming en de personen die in de raad van bestuur van een bewakings- of beveiligingsonderneming zitting hebben, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

[...]

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst; »

« Art. 6. De personen die in een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of een interne bewakingsdienst een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

[...]

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst; ».

IV. *In rechte*

- A -

*Verzoekschrift**Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.1.1. Het mogelijke bezwaar volgens hetwelk sommige bepalingen van de wet van 10 april 1990 eenvoudigweg « bevestigd » of « geïnterpreteerd » zouden zijn bij de wet van 18 juli 1997 brengt de ontvankelijkheid van het beroep niet in het geding vermits elke wetgevende akte door het Hof kan worden getoetst, zelfs indien het wetgevend optreden zich beperkt tot het bevestigen of het overnemen van een bestaande wetgeving.

A.1.2. Het door de verzoekers, militairen in actieve dienst of gewezen militairen, aangevochten beroepsverbod is een element van het statuut van de leden van de Belgische gewapende macht, in het bijzonder van de militairen. Hun rechten en verplichtingen op het einde van hun loopbaan in actieve dienst - ter gelegenheid van hun ontslag of pensionering - worden bij de bestreden wetsbepalingen vastgesteld. Toen de Raad van State het op basis van artikel 5, eerste lid, 5°, van de wet van 10 april 1990 in zijn aanvankelijke versie genomen koninklijk besluit heeft vernietigd, heeft hij geoordeeld dat de wet een element vormt van de rechtstoestand van de titularissen van de in het geding zijnde functies. De precieze identificatie van die functies, het voorwerp van het bestreden besluit, vormt een element van de statutaire toestand van die ambtsdragers.

Ten gronde

A.1.3. Behalve wat de termijn van vijf jaar betreft, kennen de bestreden bepalingen aan de Koning een ruime discretionaire bevoegdheid toe. Aangezien zij een beroepsverbod instellen, vormen zij een element van het statuut van de gewapende macht.

A.1.4. De in het geding zijnde fundamentele rechten - de vrije keuze van beroepsarbeid en het recht op arbeid, ingeschreven in artikel 23 van de Grondwet, en het in artikel 182 van de Grondwet ingeschreven wettigheidsbeginsel - hebben rechtstreekse werking : zij leggen de wetgever de verplichting op zelf het beroep te reglementeren en zich van elke delegatie aan de uitvoerende macht te onthouden. De arresten nrs. 23/96 en 34/96 hebben bepalingen vernietigd waarbij de wetgever ofwel dermate onduidelijke en onvolledige criteria had vastgesteld dat zij aan de Koning een te ruime beoordelingsbevoegdheid overlieten die onverenigbaar is met artikel 182 van de Grondwet, ofwel op onevenredige wijze afbreuk had gedaan aan de vrijheid van arbeid.

A.1.5. De enkele criteria die in de in het geding zijnde bepaling zijn vermeld, zijn het wellicht objectieve begrip « militair of openbaar ambt », dat met name de dienstplichtigen (welke luidens een vaste rechtspraak ook organen van de Belgische Staat zijn (geweest)) omvat en de militairen (welke ter uitvoering van de « bezigingswet » door andere werkgevers worden tewerkgesteld, maar hun oorspronkelijke hoedanigheid van militair behouden). De in het geding zijnde bepalingen maken het niet mogelijk vast te stellen welke precieze overheidsfuncties en welke graden in aanmerking komen, noch of men volledige korpsen in hun geheel op de lijst kan plaatsen.

A.1.6. Ten aanzien van de militairen, beschikt de Koning slechts over een beperkte uitvoeringsmacht (artikel 182 van de Grondwet). Artikel 23 van de Grondwet garandeert eveneens - aan eenieder ditmaal - dat enkel de wetgever zelf de vrije keuze van beroepsarbeid kan reglementeren en/of beperken. De te ruime, aan de Koning verleende machtiging ontzegt de verzoekers een dubbele grondwettelijke waarborg; zij raakt op onevenredige en discriminerende wijze de vrije keuze van beroepsarbeid en stelt dus een discriminatie in ten nadele van de ambtenaren en de militairen.

A.1.7. De aangevochten bepalingen stellen, zonder verdere precisering, een absolute discretionaire bevoegdheid in ten aanzien van de militairen en de overheidsambtenaren, terwijl de andere bij die bepalingen bedoelde categorieën heel precies worden aangewezen.

Aansluitend bij wat voorafgaat, stelt men een autonome schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet vast, wanneer men de situatie van de verzoekers met die van de andere (Belgische) onderdanen vergelijkt. Er is wellicht een objectief onderscheid, namelijk het al of niet bekleden van een openbaar of militair ambt. Het is evenwel onredelijk dat die enkele hoedanigheid een aanneembaar motief zou kunnen vormen voor het beroepsverbod. Hoewel de wetgever een bepaalde doelstelling beoogt - de Ministerraad zal hieromtrent enkel een uitleg *a posteriori* verschaffen, omdat de parlementaire voorbereiding van 1996-1997 daarover niets vermeldt - dan nog is het kennelijk onredelijk te bepalen dat alle leden van de overheidssector in aanmerking komen voor het beroepsverbod. De omstandigheid dat de Koning zelf Zijn eigen criteria zou vaststellen is te dezen niet relevant.

Memorie van de Ministerraad

A.2.1. De bestreden bepalingen zijn identiek met die welke voorheen bestonden, te weten de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. De wijziging van de wet van 10 april 1990 bij de wet van 18 juli 1997 is volledig identiek met die welke is ingevoegd bij de wet van 30 december 1996 in de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, ter uitvoering waarvan het koninklijk besluit van 28 september 1992 tot vaststelling van de openbare en militaire ambten zoals bedoeld in artikel 3, eerste lid, 6°, van de voormelde wet van 19 juli 1991 werd aangenomen. Het enige verschilpunt betreft het feit dat de wet van 18 juli 1997 heeft gepreciseerd wat onder politie- of inlichtingendienst dient te worden verstaan. Daarvoor wordt thans verwezen naar de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.

Een beroep dat wordt ingesteld tegen een onderscheid dat werd ingevoerd door een bepaling die *ratione temporis* niet meer met een beroep tot vernietiging kan worden bestreden, is niet ontvankelijk. Weliswaar kent de Ministerraad de rechtspraak van het Hof die stelt dat wanneer de wetgever in een nieuwe wetgeving een vroegere bepaling overneemt, die omstandigheid in beginsel niet verhindert dat tegen de overgenomen bepaling een beroep kan worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking ervan, vermits de wetgever aldus zijn wil te kennen geeft om ter zake wetgevend op te treden. Toch moet erop worden gewezen dat de verzoekende partijen ook gehouden zijn tot het in acht nemen van de beginselen van behoorlijk burgerschap die tot uiting komen in de rechtspraak van de Raad van State. Uit het feit dat niet werd geageerd tegen de wet van 10 april 1990, die een identieke bepaling als de thans bestreden bepaling bevatte, moet worden afgeleid dat de verzoekers hun recht hebben « verwerkt » om de nietigverklaring te vorderen van een identieke bepaling.

Door haar gewichtigheid en de belangrijkheid van de gevolgen die *erga omnes* gelden, belangt de vernietiging in de eerste plaats de openbare orde aan. Het past dan ook niet dat de geldigheid van wetten, decreten en ordonnanties gedurende een onbepaalde tijd onzeker zou blijven naar gelang van de spoed welke de partijen aan de dag leggen om een beroep tot nietigverklaring in te stellen. Uit dat beginsel, dat moet worden verbonden met de rechtszekerheid, volgt dat het beroep in ieder geval op straffe van niet-ontvankelijkheid moet worden ingesteld binnen zes maanden na de publicatie van de bestreden norm in het *Belgisch Staatsblad*, en dat dit ook geldt voor, zoals *in casu*, bevestigende wetten.

Het beroep is bijgevolg onontvankelijk *ratione temporis*.

A.2.2. De bestreden bepalingen hebben betrekking op het statuut van de beveiligings- en bewakingsondernemingen, en van hun personeel, en niet op het statuut van de militairen. Enkel gewezen militairen kunnen worden geraakt, en dan nog enkel diegenen die minder dan vijf (of tien) jaar geleden een militair ambt hebben bekleed.

Het belang van alle verzoekende partijen is onverbreekelijk verbonden met de inhoud van het koninklijk besluit dat uitvoering moet geven aan de bestreden norm. Pas wanneer de (individuele) verzoekers voorkomen in de door de Koning te bepalen of bepaalde lijst van militaire of openbare ambten, kunnen zij volhouden dat de bestreden wetsbepaling op hen van toepassing is. Een bepaling die niet van toepassing is op de verzoekende partijen kan hun geen enkel nadeel berokkenen, zodat het beroep er tegen niet ontvankelijk is. Geen enkele der verzoekende partijen toont aan dat haar situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

A.2.3. Geen enkele van de verzoekende partijen kan aantonen dat zij onder toepassing valt van artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 28 september 1992 tot vaststelling van de openbare en militaire ambten die (tijdelijk) onverenigbaar zijn met de deelname aan de activiteiten van een bewakings- of beveiligingsonderneming, en kan dus evenmin aantonen dat zij, ingevolge het uitvoeringsbesluit, rechtstreeks en ongunstig wordt geraakt door de bestreden norm.

A.2.4. Wat het eerste middel betreft, moet allereerst worden opgemerkt dat de bestreden norm niet het statuut van de militairen, maar wel van de bewakings- en beveiligingsondernemingen regelt. Het loutere feit dat een gewezen militair gedurende een bepaalde periode niet kan optreden of niet kan worden erkend als bedrijfsleider of personeelslid van een dergelijke onderneming betekent niet dat men het statuut van de militairen regelt.

Hoewel artikel 182 van de Grondwet een normatieve bevoegdheid voorbehoudt aan de federale wetgever, sluit het evenwel niet uit dat de wetgever een beperkte uitvoeringsmacht toekent aan de Koning. De wetgever heeft het algemeen beginsel vastgelegd dat personen die een militair ambt hebben bekleed gedurende een bepaalde periode moeten wachten vooraleer zij een functie kunnen uitoefenen in een bewakings- of beveiligingsonderneming. Aan de Koning wordt enkel de bevoegdheid verleend om het begrip « militair of openbaar ambt » te beperken, door het opstellen van een lijst. Het opstellen van een lijst door de Koning kan de doelgroep enkel beperken. Een dergelijke situatie kan de verzoekers niet tot nadeel strekken. Ofschoon artikel 182 van de Grondwet de wetgever ermee belast de rechten en de verplichtingen van de militairen te regelen, ontleent de Koning niettemin aan artikel 107 van de Grondwet de bevoegdheid om de draagwijdte van die rechten en verplichtingen te bepalen. De bestreden normen, zoals ze overigens voordien bestonden, leggen het algemeen beginsel vast. Bepaalde gewezen openbare ambtenaren of militairen kunnen gedurende een bepaalde periode niet de voormelde functies uitoefenen. De wet geeft aan de uitvoerende macht de bevoegdheid om de lijst op te stellen van de ambten waarvoor dat verbod geldt. De uitvoerende macht geeft dat algemeen beginsel aldus concrete inhoud. Het zou trouwens grondwettelijk onmogelijk zijn geweest dat de wetgever die regeling in detail zou uitwerken. De oprichting en de organisatie van de diensten van het algemeen bestuur en de rechtspositie van het daarin tewerkgestelde personeel, wat de burgerlijke ambtenaren betreft, worden door de Koning bepaald. Het gaat hier om een door de Grondwet aan de Koning gereserveerde bevoegdheid. De wetgever zou het beginsel van de scheiding der machten miskennen wanneer hij dat terrein zou betreden, behoudens voor de aangelegenheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt.

A.2.5. De verzoekers verwijzen ten onrechte naar artikel 23 van de Grondwet. Die bepaling bestond nog niet op het ogenblik van het tot stand komen van de wet van 10 april 1990. Die bepaling is op zich niet uitvoerbaar. Zij kan immers niet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij een absoluut recht verleent. De economische en sociale rechten vervat in artikel 23 van de Grondwet hebben geen directe werking en kunnen derhalve niet voor de rechter worden afgedwongen louter op grond van hun inschrijving in de Grondwet. Het staat aan de wetgever om aan die rechten concreet gestalte te geven en de uitoefeningsvoorwaarden ervan te bepalen. Ook de *standstill*-verbintenis die het zou bevatten mag niet blind worden toegepast. Er kan een evenredigheidsafweging gebeuren met bijvoorbeeld het algemeen belang of met andere grondrechten. Een maatregel is bijgevolg pas in strijd met artikel 23 van de Grondwet wanneer de schending dermate ernstig is dat ze iedere beroepsuitoefening onmogelijk maakt.

Door enkel een termijn vast te stellen gedurende welke ex-militairen geen functie in een beveiligings- of bewakingsonderneming kunnen uitoefenen, heeft de wetgever de uitoefening van een beroep niet onmogelijk gemaakt, doch enkel in zekere mate aan banden gelegd.

A.2.6. De eerste doelstelling van de wet van 10 april 1990 is de uitoefening van de activiteit van een bewakings- of beveiligingsonderneming te controleren door ze slechts toegankelijk te maken voor betrouwbare personen die een adequate opleiding hebben gevolgd.

Het staat niet aan het Hof te zeggen of een termijn onredelijk is, noch te oordelen of een andere termijn buitensporig is, aangezien die kwestie tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever behoort.

Het staat niet aan het Hof vooruit te lopen op de manier waarop de aangevochten wet zal worden toegepast. Hoe ruim en onnauwkeurig de bij de aangevochten bepalingen aan de Koning gegeven machtiging ook zou kunnen zijn, zij staat Hem geenszins toe af te wijken van het beginsel volgens hetwelk een verschil in behandeling dat door een norm tussen verschillende categorieën van personen in het leven wordt geroepen, moet berusten op een objectieve en redelijke verantwoording, die wordt beoordeeld ten aanzien van het doel en de gevolgen van de desbetreffende maatregel. Het staat aan de administratieve en justitiële rechter toezicht uit te oefenen op de maatregel waarmee de Koning de Hem toegekende machtiging zou hebben overschreden.

A.2.7. In het tweede middel doen de verzoekende partijen gelden dat het discriminerend is de referentieperiode van vijf naar tien jaar te verhogen wanneer de betrokken ambtenaar of militair is afgezet of van ambtswege is ontslagen.

De afzetting is de zwaarste tuchtstraf voor ambtenaren, wat erop wijst dat de betrokken ambtenaar in ieder geval een onregelmatig gedrag heeft vertoond. De wetgever vermocht aldus een langere termijn op te leggen, vooraleer die gewezen overheidsambtenaar een functie zou mogen uitoefenen in een bewakingsonderneming.

Het ontslag van ambtswege wordt vaak toegepast wanneer een ambtenaar niet meer voldoet aan de voorwaarden inzake politieke rechten, lichamelijke geschiktheid of wanneer hij definitief beroepsongeschikt wordt bevonden, onder meer ten gevolge van negatieve beoordelingen. Ook wordt in de definitieve ambtsneerlegging voorzien wanneer de ambtenaar zich in een geval bevindt waarin de toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft. Hetzelfde geldt voor de ambtenaar die ingevolge een tuchtrechtelijke procedure wordt afgezet.

Memorie van antwoord van W. Claeys en anderen

A.3.1. De Ministerraad verwacht twee zaken met elkaar door te verwijzen naar de wet op de detectives (die het voorwerp heeft uitgemaakt van een ander beroep tot vernietiging, in de zaak met rolnummer 1145) en door te antwoorden op een middel dat in die andere zaak is aangevoerd, maar hier niet, aangezien de aangevochten norm niet een identieke bepaling bevat. Behalve het verbod dat bepaalde personen wordt opgelegd om bepaalde functies uit te oefenen, ziet men echter niet de gelijkenis tussen de twee zaken; het arrest nr. 37/98, dat is gewezen in de zaak met rolnummer 1145, maakt het overigens niet mogelijk, naar analogie, een correct antwoord te geven op de grieven van de verzoekers.

A.3.2. De exceptie van onontvankelijkheid *ratione temporis* kan niet worden aangenomen. Het Hof heeft in zijn arrest nr. 81/95 geoordeeld dat zelfs wanneer men ervan uitgaat dat de betrokken bepaling een interpretatieve bepaling zou zijn, het Hof toch niet ervan ontheven zou zijn de bestaanbaarheid ervan met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te onderzoeken. Dat geldt ook voor bevestigende bepalingen.

De wijziging van de Grondwet op 31 januari 1994, waarbij artikel 23 van de Grondwet werd ingevoegd, heeft overigens tot gevolg dat de wetgever van 18 juli 1997 andere normen in acht diende te nemen dan die welke in 1990 bestonden. De openbare orde vereist dat een tijdig geadieerde rechter zich uitspreekt over een verzoekschrift.

Ten slotte heeft het arrest nr. 37/98 een soortgelijke exceptie verworpen.

A.3.3. Het verweer van de Ministerraad inzake het belang faalt in rechte en in feite. De wetgever heeft alomvattende bevoegdheden aan de Koning toegekend. Bijgevolg kunnen de individuele verzoekers van de ene op de andere dag voorkomen op een door de Koning opgestelde lijst. Dat risico is wezenlijk, zeker wanneer men voor ogen houdt dat bepaalde verzoekers pas in ruste zijn gesteld of over één jaar in ruste zullen worden gesteld. Indien de wetgever zulk een bevoegdheid niet aan de Koning had toegekend, dan zou het risico om een beroepsverbod op te lopen niet bestaan. Het voordeel dat voortspruit uit een annulatiearrest is dus evident. Door het vernietigingsarrest komt de iure vast te staan dat de bestaande lijst onwettig is. Dat voordeel komt ten goede aan de leden van de verenigingen die nu reeds op de lijst van het beroepsverbod staan. *De facto* kwamen bepaalde leden van de verenigingen wel reeds voor op de lijst van het vernietigde koninklijk besluit. Door het vernietigingsarrest zal blijken dat die lijst, die reeds onwettig wordt geacht, ook ongrondwettig is.

Het arrest nr. 37/98 heeft de zienswijze van de verzoekers aanvaard.

A.3.4. Wat het « eerste » middel betreft, toonden de verzoekende partijen in hun verzoekschrift reeds aan dat de bestreden bepaling wezenlijk deel uitmaakt van het statuut der militairen.

Het verweer van de Ministerraad faalt om verscheidene redenen. De militairen zijn te dezen het voorwerp van een beroepsverbod. De omstandigheid dat de Koning het statuut der ambtenaren vastlegt is dus niet ter zake dienend. Vermits de wetgever een algemeen principe heeft ingevoerd volgens hetwelk alle militairen mogen voorkomen op de verbodsjijst, zijn de bestreden wetsbepalingen zeker onredelijk vanwege de algemeenheid van de verboden categorie. Artikel 23 van de Grondwet kan wel degelijk worden aangevoerd (arrest nr. 34/96) voor een wet die dateert van 1997.

Het arrest nr. 37/98 heeft die verschillende elementen aangenomen.

A.3.5. Men zou niet kunnen aannemen dat de bij de aangevochten wet vastgestelde termijn, volgens het door de Ministerraad aangevoerde argument, ertoe strekt het beroep slechts toegankelijk te maken voor betrouwbare personen die een adequate opleiding hebben gevolgd. Dat argument is incoherent en beledigend want mochten de militairen, dienaars van de Staat bij uitstek, door de wetgever als niet-betrouwbaar worden beschouwd, zouden zij niet aan de aanwervingsvoorwaarden voldoen of zouden zij uit hun ambt moeten worden ontslagen. Ook de militair aan wie een eervol ontslag is toegekend is betrouwbaar : hij wordt dat niet plots vijf jaar later. Dat gebrek aan logica is des te groter daar de gewezen militairen, die sinds de inwerkingtreding van de wet van 1990 in een bewakingsonderneming zijn tewerkgesteld, niet aan de bekritiseerde voorwaarde moesten beantwoorden.

A.3.6. Het argument dat is afgeleid uit de inadequate opleiding is evenmin gegrond, of men nu van oordeel is dat het gaat om de in het leger verworven opleiding of om de in de wet van 1990 bedoelde opleiding, die nochtans ook aan de gewezen militairen wordt verstrekt.

A.3.7. Ten slotte volstaat de omstandigheid dat de toepassingsbesluiten niet discriminerend zouden zijn, niet om te verantwoorden dat de wetgever een aan hem door de Grondwet voorbehouden aangelegenheid delegeert.

A.3.8. Een transpositie naar de huidige zaak van de rechtspraak van het arrest nr. 37/98, waarbij het Hof een beroep tot vernietiging heeft verworpen dat gericht was tegen een analoge bepaling van de wet op de detectives, is niet verantwoord. De te dezen uitgewerkte motivering, die is gebaseerd op het gevaar van een schending van het privé-leven en op de omstandigheid dat het verbod enkel met een politiebevoegdheid beklede personen beoogt die toegang kunnen hebben tot persoonlijke of vertrouwelijke gegevens, zodat enkel de militairen die zich in die situatie bevinden het bekritiseerde beroepsverbod kan worden opgelegd, kan hier niet worden omgezet vermits de Ministerraad slechts één verantwoording aanvoert (de betrouwbaarheid van personen en hun opleiding), die verschillend is van die welke in aanmerking is genomen door het Hof, in de parlementaire voorbereiding geen andere wordt gegeven en het niet aan de Ministerraad noch aan het Hof toekomt *a posteriori* over te gaan tot een substitutie van motieven.

A.3.9. Aangezien de wet van 1990 slechts in één enkele termijn voorziet (vijf jaar) en niet in twee (vijf en tien jaar) zoals de wet van 1991 op de detectives, is het antwoord van de Ministerraad op het tweede middel zonder voorwerp : de verzoekers hebben immers slechts één middel aangevoerd.

- B -

Ten aanzien van de omvang van het beroep

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen in hoofdorde de vernietiging van de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, het ene gewijzigd en het andere vervangen bij de artikelen 5, 3°, en 6 van de wet van 18 juli 1997, en, in ondergeschikte orde, de vernietiging van de woorden « noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst » die voorkomen in de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, voormeld. Zij vorderen tevens de vernietiging van de artikelen 5, 3°, en 6 van de wet van 18 juli 1997.

B.1.2. Hoewel de verzoekende partijen de vernietiging van het geheel van de artikelen 5, 3°, en 6 van de wet van 18 juli 1997 vorderen, stelt het Hof vast dat de aangevoerde middelen uitsluitend gericht zijn tegen de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1997, in zoverre die bepalingen militaire of openbare ambten beogen. Het beroep is derhalve daartoe beperkt.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.2.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het beroep om reden dat de bestreden bepalingen identiek zijn aan de daaraan voorafgaande bepalingen van de wet van 10 april 1990, die de verzoekers niet te gepasten tijde hebben bestreden.

B.2.2. Weliswaar blijkt uit de vergelijking tussen de nieuwe artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, en de oorspronkelijke artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 dat de wetgever in de bestreden bepalingen de vroegere bepalingen letterlijk of op zijn minst inhoudelijk heeft overgenomen. Hij heeft niettemin de wetgeving in verband met die aangelegenheid opnieuw in overweging genomen. De omstandigheid dat hij in een nieuwe wetgeving een oude bepaling heeft overgenomen, verhindert niet dat tegen de overgenomen bepaling een beroep zou kunnen worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking ervan.

De exceptie wordt verworpen.

B.3.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partijen.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. De verzoekers zijn hetzij militairen in actieve dienst, hetzij gewezen militairen. Zij kunnen rechtstreeks en ongunstig in hun situatie worden geraakt door een bepaling die de Koning machtigt hun ambten aan te wijzen tussen die waarvan de titularissen gedurende een periode van vijf jaar na beëindiging ervan, geen functie mogen uitoefenen in een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of een interne bewakingsdienst.

Zij doen daarentegen niet blijken van een belang bij de vernietiging van die bepalingen in zoverre die de Koning machtigen dezelfde verbodsbepalingen toe te passen op anderen dan diegenen die militaire ambten hebben uitgeoefend. Het Hof onderzoekt de bestreden bepalingen dus niet in zoverre die de Koning machtigen andere openbare ambten aan te wijzen.

Ten gronde

B.4.1. Volgens het middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk genomen of gecombineerd met de artikelen 23, derde lid, 1°, en 182 van de Grondwet, zouden de bestreden bepalingen de Koning ten onrechte machtigen om ten aanzien van titularissen van een militair ambt die Hij aanwijst, afbreuk te doen aan de vrije arbeidskeuze en het legaliteitsbeginsel, die in de voormelde grondwetsbepalingen zijn verankerd.

B.4.2. De parlementaire voorbereiding van de wet van 10 april 1990 maakt gewag van de bedoeling om « ondernemingen en diensten, die zich inlaten met bewakings- en beveiligingsactiviteiten, aan specifieke en beperkende regels te onderwerpen » (*Gedr. St.*, Senaat, 1988-1989, nr. 775-1, p. 1) en daarbij elke mogelijke concurrentie met de politiediensten te vermijden en de veiligheid van de burgers en van de instellingen te waarborgen (*idem*, 1985-1986, nr. 298-1, p. 26).

Uit de bespreking in verband met het oorspronkelijke artikel 5 van de wet van 10 april 1990 - een bepaling die grotendeels overeenstemt met het nieuwe artikel 5 dat gedeeltelijk het voorwerp van het beroep uitmaakt - blijkt dat die bepaling ertoe strekt « te garanderen dat het bestuur of de leiding van deze ondernemingen in handen berust van personen die over alle waarborgen van integriteit en beroepsbekwaamheid beschikken » (*Gedr. St.*, Senaat, 1988-1989, nr. 775-1, p. 11) en « een te nauwe verwevenheid te vermijden tussen de particuliere beveiligingsindustrie en de reguliere politiekorpsen of ambtenaren die zich met taken van administratieve of gerechtelijke politie inlaten » (*idem*, nr. 775-1, p. 12; in dezelfde zin, nr. 298-5, pp. 39 en 42, nr. 775-1, p. 3, en nr. 775-2, pp. 6 en 15), waarbij de buitenlandse voorbeelden uitwezen dat te nauwe banden absoluut dienen te worden voorkomen (*idem*, nr. 775-1, p. 12).

Het werd delicaat geacht officieren of personen die vaak over vertrouwelijke informatie beschikken zonder overgang te laten overstappen naar de privé-sector en het mogelijk te maken dat aldus ongewenste relaties tot stand komen (*idem*, nr. 775-1, p. 13, en nr. 775-2, pp. 3, 17 en 32); men heeft ook geoordeeld dat het niet opgaat dat de overheid de ondernemingen voorziet van door haar geschoold personeel (*idem*, nr. 775-1, p. 3).

Artikel 6 stelt, voor het uitvoerend personeel, voorwaarden vast die grotendeels gelijklopen met die welke voor het directiepersoneel gelden.

B.4.3. De wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten beoogt met name de activiteiten van bescherming van personen of goederen (artikel 1, § 1). De wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, verbiedt met name « elke [...] organisatie van private personen waarvan het oogmerk is geweld te gebruiken of het leger of de politie te vervangen [...] » (artikel 1, eerste lid). Uit die bewoordingen volgt dat de activiteit van de bewakings- en beveiligingsondernemingen, ook al bevat ze niet het gebruik van geweld, op zijn minst grotendeels binnen de toepassings sfeer zou vallen van de wet op de privé-milities mocht artikel 1, tweede lid, daarvan, toegevoegd bij de wet van 10 april 1990, niet bepalen dat het verbod niet van toepassing is op de in die wet bedoelde bewakingsondernemingen en beveiligingsondernemingen. Die uitzondering wordt verklaard door de zorg, niet om voor die ondernemingen het principieel verbod vermeld in de wet op de privé-milities op te heffen, maar om ze aan specifieke beperkingen te onderwerpen. Die beperkingen zijn dus gesitueerd in een domein dat reeds ruimschoots aan de vrijheden van onderneming en van arbeid is onttrokken bij een principieel verbod waarvan de grondwettigheid niet wordt bekritiseerd en niet bekritiseerbaar lijkt mits de interpretatie van artikel 1 van de wet van 1934 binnen de perken blijft die zijn vereist door de noodwendigheden van de openbare orde.

Wanneer de wetgever de vrijheden wil beschermen tegen de gevaren die gepaard kunnen gaan met de activiteit van de beveiligings- en bewakingsondernemingen, vormt het opleggen van toegangsvoorwaarden die verband houden met de moraliteit, het professioneel verleden, de opleiding en de ervaring een daartoe geëigend middel.

B.4.4. In zoverre de maatregel, op algemene wijze, de gewezen militairen beoogt, is hij echter onevenredig ten aanzien van het ermee nagestreefde doel. De zorg om te vermijden dat vertrouwelijke inlichtingen in het bezit van de overheid aan privé-ondernemingen zouden worden medegedeeld, dat verdachte betrekkingen tot stand zouden komen tussen eerstgenoemde en laatstgenoemde en dat laatstgenoemde onrechtmatig de opleiding zouden genieten welke eerstgenoemde aan haar ambtenaren verstrekt, is enkel relevant wat de politieambten en inlichtingendiensten binnen het leger betreft. Die zorg is dus niet in die mate relevant dat de Koning zonder beperking mag worden gemachtigd om het in het geding zijnde verbod vast te stellen ten aanzien van het geheel van de militairen, terwijl de opleiding en de activiteit van velen onder hen niets te maken hebben met die van de leden van politie- en inlichtingendiensten. Het argument dat de eerste maal is gegeven op de terechtzitting, als antwoord op de vragen van het Hof, en volgens

hetwelk het onvoorzichtig zou zijn veiligheidsdiensten krachten te laten aanwerven die opgeleid zijn in agressieve technieken en die niet de tijd hebben gehad daarvan te ontnemen, verantwoordt nog minder een zo algemene machtiging als die welke uit de bekritiseerde wet voortvloeit.

B.5. Het middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is gegrond; in zoverre het is afgeleid uit de schending van die bepalingen in samenhang gelezen met de artikelen 23 en 182 van de Grondwet, kan het niet tot een ruimere vernietiging leiden en dient het niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt, in de artikelen 5, eerste lid, 6°, en 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1997, de woorden « militair of »;

- vernietigt, in dezelfde bepalingen, de woorden « noch een [...] openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst » in zoverre zij op militaire ambten betrekking hebben.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 3 december 1998.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 3501

[C - 98/21485]

Urteil Nr. 124/98 vom 3. Dezember 1998

Geschäftsverzeichnisnummer 1268

In Sacher: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste, so wie sie durch die Artikel 5 Nr. 3 und 6 des Gesetzes vom 18. Juli 1997 zur Abänderung des vorgenannten Gesetzes ersetzt wurden, erhoben von W. Claeys und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 31. Dezember 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 5 Nr. 3 und 6 des Gesetzes vom 18. Juli 1997 zur Abänderung des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste, des Gesetzes vom 19. Juli 1991 zur Regelung des Berufs des Privatdetektivs und des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. August 1997), die die Artikel 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 des vorgenannten Gesetzes vom 10. April 1990 ersetzen, erhoben von W. Claeys, wohnhaft in 9831 Deurle, Antoon de Peseroeyelaan 16, A. Beerts, wohnhaft in 2990 Wuustwezel, Het Geleeg 6/1, J. Dolfeyn, wohnhaft in 5140 Sombrefe, rue Agnelée 26, P. Bleyfuesz, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue Gaston Laboulle 10, und G. Berwouts, wohnhaft in 5140 Sombrefe, rue Potriau 37.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 31. Dezember 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 23. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 11. Februar 1998 hat der Hof beschlossen, daß die Untersuchung in französischer Sprache erfolgt.

Diese Anordnung wurde den Parteien sowie deren Rechtsanwälten mit am 13. Februar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. Februar 1998.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 25. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 20. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 30. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 27. Mai 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 30. Dezember 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 23. September 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 21. Oktober 1998 anberaumt, nachdem die Parteien aufgefordert wurden, sich auf der Sitzung möglichst konkret, explizit und genau über das Vorhandensein bzw. Nichtvorhandensein relevanter Tatsachen zur Rechtfertigung der beanstandeten Maßnahme zu äußern, da die *ratio legis* in den Vorarbeiten nur andeutungsweise und vage angegeben wurde (*Parl. Dok.*, Senat, 1985-1986, Nr. 298-5, SS. 39 und 42, und 1988-1989, Nr. 775-1, SS. 3 und 13, Nr. 775-2, SS. 3, 6, 15, 17 und 32).

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. September 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. Oktober 1998

- erschienen

. RA P. Vande Castele, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA E. Brewaeys, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

1. Artikel 5 Absatz 1 Nr. 6 und Artikel 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste bestimmten folgendes:

«Art. 5. Die Personen, die mit der tatsächlichen Führung eines Wachunternehmens, eines internen Wachdienstes oder eines Sicherheitsunternehmens beauftragt sind, und die Personen, die dem Verwaltungsrat eines Wach- oder Sicherheitsunternehmens angehören, müssen folgende Voraussetzungen erfüllen:

[...]

6. seit fünf Jahren nicht Mitglied eines Polizeidienstes oder eines öffentlichen Nachrichtendienstes gewesen sein und kein militärisches oder öffentliches Amt bekleidet haben, das in einer durch den König festgelegten Liste aufgeführt ist;»

«Art. 6. Die Personen, die von einem Wachunternehmen oder Sicherheitsunternehmen eingestellt werden oder für dessen Rechnung arbeiten, und die Personen, die bei den Tätigkeiten eines internen Wachdienstes eingesetzt werden, müssen folgende Voraussetzungen erfüllen:

[...]

6. seit fünf Jahren nicht Mitglied eines Polizeidienstes oder eines öffentlichen Nachrichtendienstes gewesen sein und kein militärisches oder öffentliches Amt bekleidet haben, das in einer durch den König festgelegten Liste aufgeführt ist;».

2. Seit ihrer Abänderung durch das Gesetz vom 18. Juli 1997, gegen welches die Klage erhoben wurde, besagen diese Bestimmungen:

«Art. 5. Die Personen, die mit der tatsächlichen Führung eines Wachunternehmens, eines internen Wachdienstes oder eines Sicherheitsunternehmens beauftragt sind, und die Personen, die dem Verwaltungsrat eines Wach- oder Sicherheitsunternehmens angehören, müssen folgende Voraussetzungen erfüllen:

[...]

6. seit fünf Jahren nicht Mitglied eines Polizeidienstes im Sinne des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt oder eines öffentlichen Nachrichtendienstes im Sinne des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Regelung der Kontrolle über die Polizeidienste und die Nachrichtendienste gewesen sein und kein militärisches oder öffentliches Amt bekleidet haben, das in einer durch den König festgelegten Liste aufgeführt ist;»

«Art. 6. Die Personen, die in einem Wachunternehmen, einem Sicherheitsunternehmen oder einem internen Wachdienst eine andere Funktion ausüben als diejenigen, auf die sich Artikel 5 bezieht, müssen folgende Voraussetzungen erfüllen:

[...]

6. seit fünf Jahren nicht Mitglied eines Polizeidienstes im Sinne des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt oder eines öffentlichen Nachrichtendienstes im Sinne des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Regelung der Kontrolle über die Polizeidienste und die Nachrichtendienste gewesen sein und kein militärisches oder öffentliches Amt bekleidet haben, das in einer durch den König festgelegten Liste aufgeführt ist;».

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Klageschrift

Hinsichtlich der Zulässigkeit

A.1.1. Der eventuelle Einwand, dem zufolge gewisse Bestimmungen des Gesetzes vom 10. April 1990 durch das Gesetz vom 18. Juli 1997 lediglich «bestätigt» oder «ausgelegt» worden seien, beeinträchtigt nicht die Zulässigkeit der Klage, da jeder Gesetzgebungsakt vom Hof geprüft werden könne, auch wenn sich das Auftreten des Gesetzgebers auf die Bestätigung oder Übernahme einer bestehenden Gesetzgebung beschränke.

A.1.2. Das Berufsverbot, das die Kläger, Militärpersonen im aktiven Dienst bzw. ehemalige Militärpersonen, anfechten würden, sei ein Bestandteil des Statuts der Angehörigen der belgischen bewaffneten Macht, insbesondere der Militärpersonen. Ihre Rechte und Pflichten am Ende ihrer Laufbahn im aktiven Dienst - bei ihrer Demission oder Ruhestandsversetzung - würden durch die angefochtenen Gesetzesbestimmungen festgelegt. Als der Staatsrat den aufgrund von Artikel 5 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 10. April 1990 in seiner ursprünglichen Fassung ergangenen königlichen Erlaß für nichtig erklärt habe, habe er geurteilt, daß das Gesetz einen Bestandteil der Rechtsstellung der Inhaber der betreffenden Ämter darstelle. Die genaue Identifizierung dieser Ämter - Gegenstand des angefochtenen Erlasses - stelle einen Bestandteil der statutarischen Situation dieser Amtsinhaber dar.

Zur Hauptsache

A.1.3. Abgesehen von der fünfjährigen Frist würden die angefochtenen Bestimmungen dem König eine weitgehende Ermessensfreiheit einräumen. Da sie ein Berufsverbot einführen würden, würden sie einen Bestandteil des Statuts der bewaffneten Macht darstellen.

A.1.4. Die fraglichen Grundrechte - die freie Wahl der Berufstätigkeit und das Recht auf Arbeit im Sinne von Artikel 23 der Verfassung und das Legalitätsprinzip im Sinne von Artikel 182 der Verfassung - hätten unmittelbare Wirkung; sie würden dem Gesetzgeber die Verpflichtung auferlegen, selbst den Beruf zu regeln und auf jegliche Übertragung an die vollziehende Gewalt zu verzichten. In den Urteilen Nrn. 23/96 und 34/96 seien Bestimmungen für nichtig erklärt worden, durch welche der Gesetzgeber entweder derart undeutliche oder unvollständige Kriterien festgelegt habe, daß sie dem König eine zu weitgehende Beurteilungszuständigkeit anheimgestellt hätten, die mit Artikel 182 der Verfassung unvereinbar gewesen sei, oder auf unverhältnismäßige Weise der Arbeitsfreiheit Abbruch getan habe.

A.1.5. Die einzigen Kriterien, die in der fraglichen Bestimmung angegeben seien, seien der zwar objektive Begriff «militärisches oder öffentliches Amt», der insbesondere die Wehrpflichtigen - die laut einer ständigen Rechtsprechung auch Organe des Belgischen Staates (gewesen) seien - umfasse, und die Militärpersonen - die zur Durchführung des

«Beschäftigungsgesetzes» durch andere Arbeitgeber beschäftigt würden, aber ihre ursprüngliche Eigenschaft als Militärpersonen beibehalten würden. Die fraglichen Bestimmungen würden es nicht ermöglichen, festzustellen, welche öffentlichen Ämter und welche Grade eigentlich berücksichtigt würden oder ob man vollständige Korps insgesamt einbeziehen könne.

A.1.6. Hinsichtlich der Militärpersonen verfüge der König lediglich über eine beschränkte Durchführungsbefugnis (Artikel 182 der Verfassung). Artikel 23 der Verfassung garantiere ebenfalls - diesmal einem jeden -, daß nur der Gesetzgeber selbst die freie Wahl der Berufstätigkeit regeln und/oder einschränken könne. Die zu weitgehende, dem König erteilte Ermächtigung versage den Klägern eine zweifache verfassungsmäßige Garantie; sie beeinträchtige in unverhältnismäßiger und diskriminierender Weise die freie Wahl der Berufstätigkeit und stelle somit eine Diskriminierung zuungunsten der Beamten und der Militärpersonen dar.

A.1.7. Die angefochtenen Bestimmungen würden ohne weitere Präzisierung eine absolute Ermessensbefugnis angesichts der Militärpersonen und der Beamten des öffentlichen Dienstes einführen, wohingegen andere durch diese Bestimmungen ins Auge gefaßte Kategorien ganz genau bestimmt würden.

Im Anschluß an die vorstehenden Erwägungen stelle man eine autonome Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung fest, wenn man die Situation der Kläger mit derjenigen der anderen (belgischen) Staatsbürgern vergleiche. Es gebe zwar einen objektiven Unterschied, d.h. je nachdem, ob man ein öffentliches oder militärisches Amt inne habe. Es sei allerdings unangemessen, daß lediglich diese Eigenschaft das Berufsverbot in annehmbarer Weise begründen könnte. Obwohl der Gesetzgeber eine bestimmten Zielsetzung ins Auge fasse - der Ministerrat werde diesbezüglich lediglich eine nachträgliche Erklärung abgeben können, da die Vorarbeiten von 1996-1997 diesbezüglich nichts erwähnen würden -, so sei es immerhin offensichtlich unvernünftig zu bestimmen, daß alle Angehörigen des öffentlichen Sektors für das Berufsverbot in Betracht kämen. Der Umstand, daß der König selbst Seine eigenen Kriterien festlegen würde, sei diesbezüglich unerheblich.

Schriftsatz des Ministerrats

A.2.1. Die angefochtenen Bestimmungen würden mit denjenigen übereinstimmen, die vorher bestanden hätten, nämlich Artikel 5 Absatz 1 Nr. 6 und Artikel 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste. Die Abänderung des Gesetzes vom 10. April 1990 durch das Gesetz vom 18. Juli 1997 sei vollkommen identisch mit derjenigen, die durch das Gesetz vom 30. Dezember 1996 in das Gesetz vom 19. Juli 1991 zur Regelung des Berufs des Privatdetektivs eingefügt worden sei, zu dessen Durchführung der königliche Erlaß vom 28. September 1992 zur Festlegung der öffentlichen und militärischen Ämter im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nr. 6 des vorgenannten Gesetzes vom 19. Juli 1991 ergangen sei. Der einzige Unterschied bestehe darin, daß das Gesetz vom 18. Juli 1997 verdeutlicht habe, was unter Polizei- und Nachrichtendienst zu verstehen sei. Diesbezüglich werde jetzt auf das Gesetz vom 18. Juli 1991 zur Regelung der Kontrolle über die Polizeidienste und die Nachrichtendienste verwiesen.

Eine Klage gegen eine Unterscheidung, die durch eine *ratione temporis* nicht mehr für nichtig zu erklärende Bestimmung eingeführt worden sei, sei unzulässig. Zwar kenne der Ministerrat sicherlich die Rechtsprechung des Hofes, der davon ausgehe, daß in dem Fall, wo der Gesetzgeber eine vormalige Bestimmung in ein neues Gesetz übernehme, dieser Umstand im Prinzip kein Hindernis dafür darstelle, daß gegen die übernommene Bestimmung innerhalb von sechs Monaten nach deren Veröffentlichung eine Klage eingereicht werden könne, da der Gesetzgeber auf diese Weise seinen Willen zum Ausdruck bringe, diesbezüglich gesetzgeberisch aufzutreten. Es sei jedoch darauf hinzuweisen, daß die klagenden Parteien ebenfalls gehalten seien, die Grundsätze der staatsbürgerlichen Pflichten einzuhalten, die in der Rechtsprechung des Staatsrates zum Ausdruck kämen. Aus dem Umstand, daß nicht gegen das Gesetz vom 10. April 1990, das die gleiche Bestimmung wie die derzeit angefochtene enthalten habe, vorgegangen worden sei, müsse man schlußfolgern, daß die Kläger ihr Recht auf Forderung der Nichtigerklärung einer identischen Bestimmung verwirkt hätten.

Die Nichtigerklärung betreffe aufgrund der Erheblichkeit und Bedeutung ihrer Wirkung, die *erga omnes* gelte, in erster Linie die öffentliche Ordnung. Es sei somit nicht zweckmäßig, daß die Gültigkeit von Gesetzen, Dekreten und Ordonnanzen für eine unbestimmte Zeit unsicher bleiben würde, entsprechend der Zeit, die die Parteien in Anspruch nehmen würden, um eine Nichtigkeitsklage einzureichen. Aus diesem Grundsatz, der mit der Rechtssicherheit in Verbindung zu bringen sei, ergebe sich, daß die Klage jedenfalls bei Strafe der Unzulässigkeit innerhalb von sechs Monaten nach der Veröffentlichung der angefochtenen Norm im *Belgischen Staatsblatt* eingereicht werden müsse, und daß dies auch, wie im vorliegenden Fall, für Bestätigungsgesetze gelte.

Die Klage sei somit unzulässig *ratione temporis*.

A.2.2. Die angefochtenen Bestimmungen bezögen sich auf das Statut der Sicherheits- und Wachunternehmen und ihres Personals, und nicht auf das Statut der Militärpersonen. Nur ehemalige Militärpersonen könnten betroffen sein, und auch hierbei lediglich diejenigen, die vor weniger als fünf (bzw. zehn) Jahren ein militärisches Amt bekleidet hätten.

Das Interesse aller klagenden Parteien sei untrennbar mit dem Inhalt des königlichen Erlasses verbunden, der die angefochtene Norm zur Ausführung bringen müsse. Erst wenn die Kläger (einzeln) auf der vom König festzulegenden oder festgelegten Liste der militärischen oder öffentlichen Ämter erscheinen würden, könnten sie geltend machen, daß die angefochtene Bestimmung auf sie Anwendung finde. Eine Bestimmung, die nicht auf die klagenden Parteien anwendbar sei, könne ihnen keinerlei Nachteil bringen, so daß die dagegen angeführte Klage unzulässig sei. Keine der klagenden Parteien weise nach, daß ihre Lage durch die angefochtene Norm unmittelbar und nachteilig betroffen werden könnte.

A.2.3. Keine der klagenden Parteien könne nachweisen, daß sie der Anwendung von Artikel 1 Nr. 3 des königlichen Erlasses vom 28. September 1992 zur Festlegung der öffentlichen und militärischen Ämter, die (vorübergehend) mit der Beteiligung an den Tätigkeiten eines Wach- oder Sicherheitsunternehmens unvereinbar sind, unterworfen sei, und somit könne keine von ihnen nachweisen, daß sie infolge des Ausführungserlasses unmittelbar und nachteilig durch die angefochtene Norm betroffen werde.

A.2.4. In bezug auf den ersten Klagegrund sei zunächst anzumerken, daß die angefochtene Norm nicht das Statut der Militärpersonen regle, sondern dasjenige der Wach- und Sicherheitsunternehmen. Die einfache Tatsache, daß eine ehemalige Militärperson während einer bestimmten Zeitspanne nicht als Geschäftsführer oder Personalmitglied eines solchen Unternehmens auftreten und nicht als solcher anerkannt werden könne, bedeute nicht, daß auf diese Weise das Statut der Militärpersonen geregelt werde.

Obwohl Artikel 182 der Verfassung dem föderalen Gesetzgeber die normative Befugnis vorbehalte, schließe er nicht aus, daß der Gesetzgeber dem König eine begrenzte Ausführungsbefugnis zuerkenne. Der Gesetzgeber habe den allgemeinen Grundsatz festgelegt, daß Personen, die ein militärisches Amt ausgeübt hätten, eine bestimmte Zeitspanne warten müßten, ehe sie eine Funktion in einem Wach- oder Sicherheitsunternehmen ausüben könnten. Der König

erhalte lediglich die Befugnis, den Begriff «militärisches oder öffentliches Amt» durch das Erstellen einer Liste einzugrenzen. Die Erstellung einer Liste durch den König könne lediglich die Zielgruppe begrenzen. Durch eine solche Situation könnten die Kläger nicht nachteilig betroffen werden. Artikel 182 der Verfassung beauftrage zwar den Gesetzgeber damit, die Rechte und Pflichten der Militärpersonen zu regeln, doch schöpfe der König aus Artikel 107 der Verfassung die Befugnis, die Tragweite dieser Rechte und Pflichten zu bestimmen. Die angefochtenen Normen, so wie sie übrigens vorher bestanden hätten, würden den allgemeinen Grundsatz festlegen. Bestimmte ehemalige Beamte oder Militärpersonen könnten während einer gewissen Zeitspanne nicht die vorgenannten Funktionen ausüben. Das Gesetz verleihe der vollziehenden Gewalt die Befugnis, die Liste der Ämter aufzustellen, für die dieses Verbot gelte. Die vollziehende Gewalt verleihe diesem allgemeinen Grundsatz somit einen konkreten Inhalt. Es sei im übrigen verfassungsmäßig unmöglich gewesen, daß der Gesetzgeber diese Regelung ausführlich ausarbeiten würde. Die Schaffung und die Organisation der Dienste der allgemeinen Verwaltung sowie die Rechtsstellung des darin beschäftigten Personals würden in bezug auf die Zivilbeamten durch den König bestimmt. Es handele sich um eine dem König durch die Verfassung vorbehaltene Befugnis. Der Gesetzgeber würde den Grundsatz der Gewaltentrennung mißachten, wenn er in dieses Sachgebiet eindringen würde, mit Ausnahme der Angelegenheiten, die gemäß der Verfassung dem Gesetz vorbehalten seien.

A.2.5. Die Kläger verwiesen auf Unrecht auf Artikel 23 der Verfassung. Diese Bestimmung habe zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Gesetzes vom 10. April 1990 noch nicht bestanden. Diese Bestimmung sei an sich nicht ausführbar. Sie könne nämlich nicht in dem Sinne ausgelegt werden, daß sie ein absolutes Recht verleihe. Die in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen wirtschaftlichen und sozialen Rechte seien nicht direkt wirksam und könnten somit nicht auf der einfachen Grundlage ihrer Eintragung in der Verfassung gerichtlich eingeklagt werden. Es obliege dem Gesetzgeber, diesen Rechten eine konkrete Gestalt zu verleihen und ihre Ausführungsbedingungen festzulegen. Auch die Stillhalteverpflichtung, die dieser Artikel enthalten könne, dürfe nicht blindlings angewandt werden. Es könne eine Abwägung der Verhältnismäßigkeit beispielsweise mit dem allgemeinen Interesse oder mit anderen Grundrechten vorgenommen werden. Eine Maßnahme stehe demzufolge nur im Widerspruch zu Artikel 23 der Verfassung, wenn der Verstoß so ernsthaft sei, daß er jegliche Berufsausübung unmöglich mache.

Indem der Gesetzgeber einfach eine Zeitspanne festgelegt habe, in der ehemalige Militärpersonen keine Funktion in einem Wach- oder Sicherheitsunternehmen ausüben könnten, habe er nicht die Ausübung eines Berufes unmöglich gemacht, sondern lediglich in gewissem Maße eingeschränkt.

A.2.6. Die wichtigste Zielsetzung des Gesetzes vom 10. April 1990 bestehe darin, die Ausübung der Tätigkeit eines Wach- oder Sicherheitsunternehmens zu kontrollieren, indem sie nur vertrauenswürdigen Personen zugänglich gemacht werde, die eine angemessene Ausbildung erhalten hätten.

Es obliege dem Hof weder zu sagen, ob eine Frist unangemessen sei, noch zu beurteilen, ob eine andere Frist übermäßig sei, da diese Frage der Beurteilungsbefugnis des Gesetzgebers unterliege.

Es obliege nicht dem Hof, auf die Art und Weise vorzugreifen, in der das angefochtene Gesetz angewandt werden würde. So umfassend und ungenau die dem König durch die angefochtenen Bestimmungen erteilte Ermächtigung auch sein möge, sie gestatte es Ihm keineswegs, von dem Grundsatz abzuweichen, wonach ein Behandlungsunterschied, der durch eine Norm zwischen verschiedenen Kategorien von Personen geschaffen werde, auf einer objektiven und angemessenen Rechtfertigung gründen müsse, die im Vergleich zum Ziel und zu den Folgen der betreffenden Maßnahme beurteilt werde. Es stehe dem Verwaltungsrichter und dem ordentlichen Richter zu, die Kontrolle über die Maßnahme auszuüben, mit der der König die Ihm zugeteilte Ermächtigung überschritten haben solle.

A.2.7. Im zweiten Klagegrund machten die klagenden Parteien geltend, es sei diskriminierend, den Bezugszeitraum von fünf auf zehn Jahre zu verlängern, wenn der betreffende Beamte oder die betreffende Militärperson abgesetzt oder von Amts wegen entlassen worden sei.

Bei der Absetzung handele es sich um die höchste Disziplinarstrafe für Beamte, was darauf hinweise, daß der betreffende Beamte sich zumindest ordnungswidrig verhalten habe. Der Gesetzgeber habe somit eine längere Frist auferlegen können, ehe dieser ehemalige Beamte eine Funktion in einem Wachunternehmen werde ausüben können.

Die Entlassung von Amts wegen werde oft angewandt, wenn ein Beamter nicht mehr den Bedingungen in bezug auf politische Rechte oder körperliche Eignung entspreche oder aber wenn er endgültig als für den Beruf ungeeignet befunden werde, unter anderem aufgrund von negativen Beurteilungen. Die endgültige Amtsniederlegung sei auch vorgesehen, wenn der Beamte sich in einem Fall befinde, in dem die Anwendung der Zivilgesetze und der Strafgesetze eine Amtsniederlegung zur Folge habe. Das gleiche gelte für die Beamten, die infolge eines Disziplinarverfahrens abgesetzt würden.

Erwiderungsschriftsatz von W. Claeys und anderen

A.3.1. Der Ministerrat verwechsle zwei Sachen, indem er auf das Gesetz über die Detektive verweise (gegen welches in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1145 eine Klage auf Nichtigerklärung erhoben worden sei) und indem er auf einen Klagegrund antworte, der in dieser anderen Rechtssache geltend gemacht werde, hier aber nicht, da die angefochtene Rechtsnorm nicht eine identische Bestimmung enthalte. Außer dem Verbot, welches bestimmten Personen auferlegt werde, gewisse Funktionen auszuüben, sei die Ähnlichkeit zwischen den beiden Sachen nicht einzusehen; das Urteil Nr. 37/98, welches in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1145 ergangen sei, mache es übrigens nicht möglich, sinngemäß eine richtige Antwort auf die Beschwerdegünde der Kläger zu geben.

A.3.2. Die Einrede der Unzulässigkeit *ratione temporis* sei nicht annehmbar. Der Hof habe in seinem Urteil Nr. 81/95 den Standpunkt vertreten, der Hof sei, selbst wenn man davon ausgehe, daß es sich bei der angefochtenen Bestimmung um eine auslegende Bestimmung handele, doch nicht davon entbunden, ihre Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu prüfen. Dies gelte auch für Bestätigungsbestimmungen.

Die Verfassungsänderung vom 31. Januar 1994, wodurch Artikel 23 der Verfassung eingefügt worden sei, führe übrigens dazu, daß der Gesetzgeber vom 18. Juli 1997 andere Normen habe beachten müssen als im Jahre 1990. Die öffentliche Ordnung verlange, daß ein rechtzeitig befaßter Richter über eine Klage urteile.

Schließlich sei im Urteil Nr. 37/98 eine ähnliche Einrede zurückgewiesen worden.

A.3.3. Die Verteidigung des Ministerrates sei rechtlich und faktisch mangelhaft. Der Gesetzgeber habe dem König unbegrenzte Befugnisse zuerkannt. Folglich könnten die einzelnen Kläger von einem Tag auf den anderen auf einer vom König erstellten Liste angeführt werden. Dieses Risiko sei real, insbesondere, wenn man bedenke, daß bestimmte Kläger soeben in den Ruhestand getreten seien bzw. in einem Jahr in den Ruhestand treten würden. Wenn der Gesetzgeber dem König nicht diese Befugnis verliehen hätte, wäre das Risiko, einem Berufsverbot zu unterliegen, nicht vorhanden. Der sich aus einem Nichtigkeitsurteil ergebende Vorteil sei somit offensichtlich. Durch ein Nichtigkeitsurteil würde *de jure* feststehen, daß die bestehende Liste ungesetzlich sei. Dieser Vorteil gelange den bereits jetzt auf der Liste des Berufsverbots angeführten Mitgliedern der Vereinigungen zum Vorteil. *De facto* seien bestimmte Mitglieder

der Vereinigungen bereits auf der Liste des für nichtig erklärten königlichen Erlasses angeführt worden. Durch das Nichtigkeitsurteil werde nachgewiesen werden, daß diese Liste ungesetzlich sei.

Das Urteil Nr. 37/98 habe der Auffassung der Kläger beigepflichtet.

A.3.4. In bezug auf den «ersten» Klagegrund hätten die klagenden Parteien in ihrer Klageschrift bereits nachgewiesen, daß die angefochtene Bestimmung einen wesentlichen Teil des Statuts der Militärpersonen bilde.

Die Verteidigung des Ministerrates sei aus mehreren Gründen mangelhaft. Die Militärpersonen seien in diesem Fall Gegenstand eines Berufsverbotes. Der Umstand, daß der König das Statut der Beamten festlege, sei in diesem Fall unerheblich. Da der Gesetzgeber einen allgemeinen Grundsatz eingeführt habe, wonach alle Militärpersonen auf der Verbotsliste angeführt werden könnten, seien die angefochtenen Gesetzesbestimmungen sicherlich unangemessen aufgrund der allgemeinen Beschaffenheit der mit dem Verbot belegten Kategorie. Artikel 23 könne sehr wohl geltend gemacht werden (Urteil Nr. 34/96) für ein aus dem Jahre 1997 stammendes Gesetz.

Das Urteil Nr. 37/98 habe diese verschiedenen Elemente angenommen.

A.3.5. Man könnte nicht annehmen, daß die durch das angefochtene Gesetz festgelegte Frist gemäß dem vom Ministerrat vorgebrachten Argument darauf abziele, die Klage nur für jene Personen zugänglich zu machen, die zuverlässig seien und eine angemessene Ausbildung erhalten hätten. Dieser Argument sei inkohärent und beleidigend, denn, wenn die Militärpersonen, Diener des Staates *par excellence*, vom Gesetzgeber als unverlässlich betrachtet werden würden, so würden sie nicht den Anwerbungsbedingungen genügen bzw. müßten sie entlassen werden. Auch die Militärperson, die ehrenvoll entlassen worden sei, sei zuverlässig und werde dies nicht erst fünf Jahre später. Dieser Mangel an Logik sei um so bedeutender, da die ehemaligen Militärpersonen, die seit dem Inkrafttreten des Gesetzes von 1990 in einem Wachunternehmen beschäftigt seien, nicht der beanstandeten Bedingung hätten entsprechen müssen.

A.3.6. Das aus der inadäquaten Ausbildung abgeleitete Argument sei genausowenig begründet, ob man nun der Ansicht sei, daß es sich um die in der Armee erworbene Ausbildung oder um die im Gesetz von 1990 ins Auge gefaßte Ausbildung handele, die allerdings auch den ehemaligen Militärpersonen erteilt werde.

A.3.7. Schließlich genüge der Umstand, daß die Anwendungserlasse nicht diskriminierend seien, nicht als Rechtfertigung dafür, daß der Gesetzgeber eine durch die Verfassung ihm vorbehaltene Angelegenheit delegiere.

A.3.8. Es sei nicht gerechtfertigt, auf die vorliegende Rechtssache die Rechtsprechung des Urteils Nr. 37/98 zu übertragen, in dem der Hof eine Nichtigkeitsklage zurückgewiesen habe, die gegen eine analoge Bestimmung des Gesetzes über die Detektive gerichtet gewesen sei. Die im vorliegenden Fall entwickelte Motivierung, die auf der Gefahr einer Verletzung des Privatlebens und auf dem Umstand, daß das Verbot lediglich eine Polizeibefugnis innehabende Personen betreffe, die Zugang zu persönlichen oder vertraulichen Daten hätten, basiere, so daß lediglich jenen Militärpersonen, die sich in dieser Situation befänden, das beanstandete Berufsverbot auferlegt werden könne, sei hier nicht übertragbar, da der Ministerrat nur eine einzige Rechtfertigung anführe - die Zuverlässigkeit der Personen und deren Ausbildung -, die sich von derjenigen unterscheide, die vom Hof in Betracht gezogen worden sei, in den Vorarbeiten keine andere gegeben werde und es weder dem Ministerrat noch dem Hof zustehe, nachträglich eine Substitution von Beweggründen vorzunehmen.

A.3.9. Da das Gesetz von 1990 nur eine einzige Frist vorsehe (fünf Jahre) und nicht zwei (fünf und zehn Jahre), so wie das Gesetz von 1991 über die Detektive, sei die Antwort des Ministerrats auf dem zweiten Klagegrund gegenstandslos, denn die Kläger hätten ja nur einen einzigen Klagegrund vorgebracht.

- B -

Hinsichtlich des Umfangs der Klage

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen in der Hauptsache die Nichtigerklärung der Artikel 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste, abgeändert bzw. ersetzt durch die Artikel 5 Nr. 3 und 6 des Gesetzes vom 18. Juli 1997, und hilfsweise die Nichtigerklärung der Wortfolge «und kein militärisches oder öffentliches Amt bekleidet haben, das in einer durch den König festgelegten Liste aufgeführt ist» in den vorerwähnten Artikeln 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6. Sie beantragen ebenfalls die Nichtigerklärung der Artikel 5 Nr. 3 und 6 des Gesetzes vom 18. Juli 1997.

B.1.2. Die klagenden Parteien fordern zwar die Nichtigerklärung der gesamten Artikel 5 Nr. 3 und 6 des Gesetzes vom 18. Juli 1997, doch der Hof stellt fest, daß die angeführten Klagegründe lediglich gegen die Artikel 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1997, soweit diese Bestimmungen militärische oder öffentliche Ämter betreffen, gerichtet sind. Die Klage ist somit darauf beschränkt.

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Klage

B.2.1. Der Ministerrat bestreitet die zeitliche Zulässigkeit der Klage, weil die angefochtenen Bestimmungen mit den vorherigen Bestimmungen des Gesetzes vom 10. April 1990 übereinstimmen würden, die die Kläger zu gegebener Zeit nicht angefochten hätten.

B.2.2. Zwar wird aus dem Vergleich zwischen den neuen Artikeln 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 und den ursprünglichen Artikeln 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990 deutlich, daß der Gesetzgeber mit den angefochtenen Bestimmungen die vorherigen Bestimmungen wörtlich oder wenigstens inhaltlich übernommen hat, doch hat er trotzdem die Gesetzgebung in bezug auf diese Angelegenheit erneut ins Auge gefaßt. Der

Umstand, daß er eine vorherige Bestimmung in eine neue Gesetzgebung übernimmt, stellt kein Hindernis dar, damit gegen die übernommene Bestimmung innerhalb von sechs Monaten nach deren Veröffentlichung Klage erhoben werden kann.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.3.1. Der Ministerrat bestreitet das Interesse der klagenden Parteien.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Die Kläger sind Militärpersonen im aktiven Dienst bzw. ehemalige Militärpersonen. Sie können unmittelbar und in ungünstigem Sinne in ihrer Situation betroffen werden durch eine Bestimmung, die den König dazu ermächtigt, ihre Ämter unter denjenigen zu bestimmen, deren Inhaber während fünf Jahren nach dem Ausscheiden aus dem Amt keine Funktion in einem Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen oder internen Wachdienst ausüben dürfen.

Sie weisen hingegen kein Interesse an der Nichtigkeitsklärung dieser Bestimmungen nach, soweit diese den König dazu ermächtigen, die gleichen Verbotsbestimmungen auf andere als diejenigen, die militärische Ämter ausgeübt haben, anzuwenden. Der Hof untersucht die angefochtenen Bestimmungen also nicht, insofern sie den König dazu ermächtigen, andere öffentliche Ämter zu bestimmen.

Zur Hauptsache

B.4.1. Dem Klagegrund zufolge, ausgehend von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, einzeln betrachtet oder in Verbindung mit den Artikeln 23 Absatz 3 Nr. 1 und 182 der Verfassung, würden die angefochtenen Bestimmungen den König zu Unrecht dazu ermächtigen, angesichts der Inhaber eines militärischen Amtes, die Er bestimmt, der freien Arbeitswahl und dem Legalitätsprinzip, die in den vorgenannten Verfassungsbestimmungen verankert seien, Abbruch zu tun.

B.4.2. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 10. April 1990 wird die Absicht erwähnt, «Unternehmen und Dienste, die sich mit Bewachungs- und Sicherheitstätigkeiten befassen, spezifischen, einschränkenden Regeln zu unterwerfen» (*Parl. Dok.*, 1988-1989, Nr. 775-1, S. 1) und dabei jede mögliche Konkurrenz mit den Polizeidiensten zu vermeiden und die Sicherheit der Bürger und der Institutionen zu gewährleisten (ebenda, 1985-1986, nr. 298-1, S. 26).

Aus der Besprechung des ursprünglichen Artikels 5 des Gesetzes vom 10. April 1990 - eine Bestimmung, die größtenteils dem neuen Artikel 5 entspricht, der zum Teil Gegenstand der Klage ist - geht hervor, daß diese Bestimmung darauf abzielt, «zu gewährleisten, daß die Verwaltung bzw. Führung dieser Unternehmen bei Personen liegt, die alle Garantien hinsichtlich der Integrität und beruflichen Eignung bieten» (*Parl. Dok.*, Senat, 1988-1989, Nr. 775-1, S. 11) und «eine zu enge Verflechtung zwischen dem privaten Sicherheitsgewerbe und den regulären Polizeikörpern oder Beamten, die verwaltungs- oder gerichtspolizeiliche Aufgaben übernehmen, zu verhindern» (ebenda, Nr. 775-1, S. 12; im selben Sinne, Nr. 298-5, SS. 39 und 42, Nr. 775-1, S. 3, und Nr. 775-2, SS. 6 und 15), wobei aus ausländischen Beispielen ersichtlich geworden ist, daß eine allzu enge Bindung unbedingt zu vermeiden ist (ebenda, Nr. 775-1, S. 12).

Man es für bedenklich erachtet, Offizieren und Personen, die oft über vertrauliche Informationen verfügen, ohne Übergangszeit den Wechsel zum Privatsektor zu erlauben und somit die Entstehung unerwünschter Beziehungen zu ermöglichen (ebenda, Nr. 775-1, S. 13, und Nr. 775-2, SS. 3, 17 und 32); man hat es auch für unververtretbar gehalten, daß die öffentliche Hand die betreffenden Unternehmen mit von ihr geschultem Personal versieht (ebenda, Nr. 775-1, S. 3).

Artikel 6 legt für das ausführende Personal Bedingungen fest, die größtenteils denen entsprechen, die für das leitende Personal gelten.

B.4.3. Das Gesetz vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste bezieht sich insbesondere auf die Tätigkeiten hinsichtlich des Schutzes von Personen oder Gütern (Artikel 1 § 1). Das Gesetz vom 29. Juli 1934, durch welches die Privatmilizen verboten werden, verbietet insbesondere «jede [...] Organisation von Privatpersonen, deren Zweck darin besteht, Gewalt anzuwenden oder die Armee oder die Polizei zu ersetzen [...]» (Artikel 1 Absatz 1). Aus diesem Wortlaut ergibt sich, daß die Tätigkeit der Wach- und Sicherheitsunternehmen, auch wenn sie nicht die Gewaltanwendung einschließt, mindestens größtenteils in den Anwendungsbezug des Privatmilizgesetzes fallen würde, wenn Artikel 1 Absatz 2 dieses Gesetzes, welcher durch das Gesetz vom 10. April 1990 darin eingefügt wurde, nicht bestimmen würde, daß das Verbot nicht auf die Wach- und Sicherheitsunternehmen im Sinne des Gesetzes anwendbar ist. Diese Ausnahme läßt sich durch das Bemühen erklären, nicht das grundsätzliche Verbot im Sinne des Privatmilizgesetzes für diese Unternehmen aufzuheben, sondern sie spezifischen Begrenzungen zu unterwerfen. Diese Begrenzungen liegen also in einem Bereich, der schon weitgehend der Handels- und Gewerbefreiheit und der Freiheit der Berufsausübung durch ein grundsätzliches Verbot entzogen worden ist, dessen Verfassungsmäßigkeit nicht beanstandet wird und anscheinend nicht beanstandet werden kann, vorausgesetzt, daß die Auslegung von Artikel 1 des Gesetzes von 1934 nicht über jenen Rahmen hinausgeht, den die öffentliche Ordnung erfordert.

Wenn der Gesetzgeber die Freiheiten vor jenen Gefahren schützen will, die mit der Tätigkeit der Wach- und Sicherheitsunternehmen einhergehen können, ist das Vorschreiben von Zulassungsbedingungen, die mit der Moralität, der beruflichen Vergantheit, der Ausbildung und der Erfahrung zusammenhängen, ein geeignetes Mittel dazu.

B.4.4. Soweit die Maßnahme generell die ehemaligen Militärpersonen betrifft, ist sie jedoch unverhältnismäßig angesichts der damit verfolgten Zielsetzung. Das Bemühen, zu verhindern, daß vertrauliche Informationen, die sich im Besitze der öffentlichen Hand befinden, privaten Unternehmen enthüllt werden, daß zwischen ersterer und letzterer verdächtige Beziehungen zustande kommen und letztere unrechtmäßig die Ausbildung genießen würden, die erstere ihren Beamten erteilt, ist nur relevant, was die Polizeiämter und Nachrichtendienste innerhalb der Armee betrifft. Dieses Bemühen ist also nicht in einem solchen Maße relevant, daß der König ohne Einschränkung dazu ermächtigt werden darf, das fragliche Verbot angesichts aller Militärpersonen festzulegen, während die Ausbildung und die Tätigkeit vieler von ihnen nichts mit denjenigen der Angehörigen der Polizei- und Nachrichtendienste zu tun haben. Das Argument, das zum ersten Mal auf der Sitzung vorgebracht wurde, in Beantwortung der vom Hof gestellten Fragen, und dem zufolge es unvorsichtig wäre, Sicherheitsdienste in die Lage zu versetzen, Mitarbeiter einzustellen, die in Angriffstechniken ausgebildet worden sind und nicht über die nötige Zeit verfügen haben, sie sich abzugewöhnen, rechtfertigt um so weniger eine derart allgemeine Ermächtigung wie diejenige, die sich aus dem beanstandeten Gesetz ergibt.

B.5. Soweit der Klagegrund von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, ist er begründet; soweit er aus einer Verletzung dieser Bestimmungen in Verbindung mit den Artikeln 23 und 182 der Verfassung ausgeht, kann er nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen und braucht er daher nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in den Artikeln 5 Absatz 1 Nr. 6 und 6 Absatz 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste in der durch das Gesetz vom 18. Juli 1997 abgeänderten Fassung die Wortfolge «militärisches oder» für nichtig;

- erklärt in denselben Bestimmungen die Wortfolge «und kein [...] öffentliches Amt bekleidet haben, das in einer durch den König festgelegten Liste aufgeführt ist», soweit sie sich auf militärische Ämter bezieht, für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 3. Dezember 1998.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 3502

[C — 98/21486]

Arrest nr. 126/98 van 3 december 1998

Rolnummers 1167 en 1299

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 1, § 1, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, zoals gewijzigd bij artikel 2, 1°, van de wet van 18 juli 1997, ingesteld door de c.v. Security Mediation Company en door de c.v.b.a. Security Guardian's Institute.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters L. De Grève en M. Melchior, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cereixe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter L. De Grève,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

I. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 oktober 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 oktober 1997, heeft de c.v. Security Mediation Company, met maatschappelijke zetel te 3700 Tongeren, Elfde Novemberwal 30, een beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2, 1°, van de wet van 18 juli 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1997).

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderde de verzoekende partij eveneens de schorsing van dezelfde wettelijke bepaling. Bij arrest nr. 7/98 van 21 januari 1998 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998) heeft het Hof de vordering tot schorsing verworpen.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1167 van de rol van het Hof.

II. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 februari 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 februari 1998, heeft de c.v.b.a. Security Guardian's Institute, met maatschappelijke zetel te 1300 Waver, chaussée de Namur 123, beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wettelijke bepaling.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1299 van de rol van het Hof.

II. De rechtspleging

a. De zaak met rolnummer 1167

Bij beschikking van 17 oktober 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 27 november 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1997.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 5 januari 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 januari 1998 ter post aangetekende brief.

De c.v. Security Mediation Company heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 23 februari 1998 ter post aangetekende brief.

b. De zaak met rolnummer 1299

Bij beschikking van 26 februari 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 5 maart 1998 heeft voorzitter L. De Grève de termijn voor het indienen van een memorie ingekort tot dertig dagen en de termijn voor het indienen van een memorie van antwoord tot vijftien dagen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 5 maart 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot inkorting van de termijnen.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 maart 1998.

De Ministerraad heeft een memorie ingediend bij op 30 maart 1998 ter post aangetekende brief.